

# Démontage judiciaire

## Les procès de Moscou

Documents réunis pour accompagner la discussion publique du 8 juin aux Fleurs Arctiques



Mais en réalité, et surtout, aucun bolchevik digne de ce nom ne possède et n'apprécie le véritable courage, le courage moral et intellectuel «de chercher la vérité et de la dire». Être bolchevik dans le sens définitif du terme, c'est se figer dans un dogme immuable et renoncer à se dépasser soi-même, c'est appartenir corps et âme au Parti et s'abstenir d'en jamais contrarier la marche.

Or, en fait, le Parti ne peut avoir d'autre volonté que celle de Staline. Sa tradition, sa structure, et l'habitude, cette seconde nature, en font un instrument aux mains du chef, une machine à ne pas penser. Le patriotisme de parti, la mentalité et la solidarité de parti interdisent de déroger à la ligne de conduite que fixe «le Parti» par l'intermédiaire soit du secrétaire général, soit du juge d'instruction. La morale amoralisée du «Parti au-dessus de tout», évoluée en immoralisme intégral, prescrit le mensonge à jet continu, en toutes circonstances, conforme à l'intérêt du Parti compris d'une certaine manière et dont Staline seul est l'interprète. Dire la vérité serait se détacher du Parti, donc de l'Etat, passer d'un monde à un autre, renier sa propre raison d'être en reniant le bolchevisme. Il faudrait alors découvrir les honteuses réalités que recouvre tout le vocabulaire trompeur : soviets, prolétariat, démocratie, socialisme, paix, vie heureuse.

En vrais bolcheviks, les réprouvés ont joué jusqu'au bout un jeu où la règle est de tricher. Le mensonge étant l'élément naturel aux bolcheviks de toutes nuances, mentir n'est plus mentir, c'est faire de la politique ; avouer des crimes impossibles n'est pas se déshonorer, c'est tenir un rôle ingrat dans une partie mal engagée, ou ayant mal tourné, avec l'espoir de reprendre un jour l'avantage.

Boris Souvarine

# Introduction

Si on s'intéresse au démontage judiciaire des procès staliniens, c'est bien sur en partie pour interroger la spécificité du fonctionnement judiciaire dans un système totalitaire, mais surtout pour chercher les points communs qu'il y a avec la justice telle que nous la connaissons. On a fait le choix de ne pas s'arrêter sur une affaire unique, mais plutôt de comprendre la logique d'ensemble : les grands procès politiques étaient une véritable machinerie que des analystes contemporains tels que Victor Serge et Boris Souvarine aident à comprendre. Eux-mêmes parvenaient, depuis un procès, à anticiper le montage du procès suivant, tant il s'agissait de constructions de complots où les uns dénonçaient les autres lors des aveux extorqués.

Pour bien comprendre la spécificité des grands procès staliniens, qui s'accélérent à partir de 1934 (après l'assassinat de Kirov, secrétaire général du PC) où une justice d'exception est votée (pas de défense, pas d'appel possible, exécution immédiate si condamnation), il faut avoir en tête qu'ils ne sont que la partie ultra médiatisée de la répression (servant à une purge très interne à l'Etat) : sous régime stalinien, 90% des victimes de la répression le sont sans procès. Le goulag est instauré en 1934, avec des quotas à remplir en permanence de personnes à y envoyer. Lors des grands procès de Moscou, ce ne sont que des fidèles bolcheviks, de hauts cadres de la gestion ou de l'Armée qui sont jugés (au terme des grandes purges c'est une bonne moitié des cadres de l'armée qui est exécutée, et plus de la moitié des élus du Parti). Il y a donc une forme de sélection des accusés (qui comparaissent sans avocat en ayant "choisi" de faire eux-mêmes leurs défenses...qui sont en fait toujours un surenchérissement sur l'accusation, par plus d'aveux encore que les aveux attendus).

On propose donc de chercher à comprendre l'importance des aveux dans un cadre judiciaire. Dans les procès staliniens, ils sont la clé de voûte de l'ensemble. A quel point est-ce que toute justice tend à obtenir des aveux, à ce que fusionnent en une parole la défense et l'accusation (c'est-à-dire obtenir une ultra connivence) ? Les procès politiques sont aussi une manière de gérer la théorie et la vitrine du "communisme réel" depuis l'héritage de Lénine jusque Staline – comment asservir le réel et les individus à l'idéologie. On espère que cela nous permettra de comprendre toute forme de gestion "partidaire" qui peut exister chez les révolutionnaires,

Dès la révolution d'octobre 1917, la pratique et la théorie de Lénine, de Trotski et du Parti bolchevik accordent une grande importance à la Terreur révolutionnaire et aux formes de "justice populaire" sur le modèle jacobin de la révolution française : les futurs procès de Moscou sont en quelque sorte en germe dans la terreur bolchevik antérieure à la construction de l'Etat soviétique, étant donné qu'est théorisée l'éducation des masses par des formes de politiques judiciaires et punitives, "exemplaires". Après la mort de Lénine en 1924, Staline arrive progressivement au pouvoir et de grandes purges se mettent en place à partir de 1929, visant d'abord à évincer toute la vieille clique proche de Lénine : tous les anciens camarades de Lénine vont être exécutés jusqu'à ce que ne reste qu'une nouvelle génération de cadres du Parti, plus jeune, n'ayant pas vécu 1917 et étant arrivée au pouvoir sous Staline seulement. Le premier grand procès qui condamne la plupart des camarades de Lénine a lieu en 1935 et l'accusation sera d'"avoir aménagé le terrain idéologique" à l'assassinat de Kirov, avec une complicité avec Trotski (qui alors est déjà en exil). Il semblerait que les grands procès politiques, largement mis en scène et diffusés internationalement, aient toujours à voir avec le contexte social de l'URSS (analyses partagées par Souvarine et Serge) : par exemple, alors qu'entre 2,6 et 5 millions de soviétiques meurent de la grande famine entre 1932 et 1933, les procès exhibent en permanence des complots visant à mettre en péril l'économie toute entière de l'URSS. A travers les procès les différentes politiques gestionnaires se jugent elles-mêmes en trouvant des boucs-émissaires, comme dans une fuite en avant pour détourner toute attention d'une critique du régime et tout en instaurant évidemment un climat de Terreur.

Le premier texte, *La mise en scène pédagogique des grands procès staliniens*, de Nicolas Werth, propose une analyse assez complète de la machine à procès stalinienne, en la situant dans une dynamique qui commence chez Lénine dès les débuts du régime bolchévique, et implique aussi Trotski lui-même, quoiqu'il soit ensuite institué en grand ordonnateur des divers complots de la grande époque. Il faut le lire en sachant qu'il adopte la perspective assez commune d'une critique de cette machine judiciaire du point de vue d'un idéal social démocrate à la recherche d'une justice équitable, là où nous cherchons à le faire d'un point de vue révolutionnaire et anti-judiciariste. On a aussi intégré un extrait de *L'Aveu*, d'Artur London, qui concerne les procès de Prague, organisés sur la même matrice que ceux de Moscou, qui met en exergue la dynamique de l'aveu, clé de voûte de l'ensemble du dispositif. Les extraits suivants restituent les analyses Boris Souvarine, qui a très tôt dénoncé cet aspect du stalinisme, et de Victor Serge qui a été pris dans ces rouages et en a réchappé (majoritairement grâce à la solidarité internationale qui s'est organisée, mais aussi peut-être grâce à son obstiné refus d'avouer). Dans le dernier extrait, on pourra voir comment Serge fait lui-même une espèce de démontage judiciaire rigoureux du procès contre Zinoviev, Kamenev et Smirnov qui a donné lieu à l'exécution de 16 des plus anciens compagnons de Lénine en 1936. On y verra comment il démonte les rouages de la machine procédurale qui se met en place sous l'égide de Vichinsky, procureur zélé de l'ensemble des procès de Moscou.

# La mise en scène pédagogique des grands procès staliniens

Nicolas Werth

Nouveau Monde éditions | « Le Temps des médias »  
2010/2 n° 15 | pages 142 à 155

Comme le notait Annie Kriegel en 1972, dans le pénitentiaire essai qu'elle consacrait aux grands procès politiques dans les systèmes communistes<sup>1</sup>, les procès de Moscou – et tout particulièrement la question capitale des aveux spectaculaires des « vieux-bolcheviks », qui d'emblée donnent à ces parodies judiciaires à grand spectacle une dimension inédite, une « qualité » autre – ont suscité l'intérêt à deux moments : aussitôt après l'événement<sup>2</sup>, puis à la fin des années 1960 et au début des années 1970<sup>3</sup>. Près de quarante ans après la parution de cet ouvrage majeur d'Annie Kriegel, qu'avons-nous appris de nouveau sur ces parodies de justice, ce « formidable mécanisme de prophylaxie sociale » ? L'ouverture de nouvelles archives sur ces procès mais plus largement sur la période de la Grande Terreur des années 1937-1938 a permis en fait de mieux comprendre le mécanisme en oeuvre au sein des procès et plus largement leur mise en scène pédagogique au sein de l'espace public. La médiatisation des grands procès publics : une pratique rodée dès les années 1920. Tout d'abord, nous en comprenons sans doute mieux la « filiation ». Car c'est bien Lénine qui, le premier, a formulé les « principes pédagogiques » du grand procès public. Rappelons cette lettre, rarement citée bien qu'elle figure dans les Œuvres complètes de Lénine, adressée à Dimitri Ivanovitch Kourskii, le Commissaire du peuple à la Justice, le 20 février 1922 (un an après l'introduction de la NEP, censée ouvrir un « cours nouveau »). Dans sa lettre à Kourskii, Lénine critique vivement l'action du Commissariat du peuple à la Justice, beaucoup trop « mou » selon lui. Lénine écrit : « La direction du Commissariat du peuple à la Justice ne semble pas comprendre le rôle militant qui lui incombe. Les tâches actuelles sont : l'intensification de la répression contre les ennemis du pouvoir soviétique et les agents de la bourgeoisie (mencheviks et socialistes-révolutionnaires en premier lieu); la mise en oeuvre de cette répression par les tribunaux révolutionnaires et les tribunaux populaires de la manière la plus rapide et la plus efficacement révolutionnaire ; la mise en scène – absolument nécessaire – d'une série de procès publics exemplaires (exemplaires du point de vue de la rapidité et de la dureté de la répression, exemplaires du point de vue de leur pédagogie, de l'éducation des masses à travers ces jugements et leur éclairage par la presse) à Moscou, Petrograd, Kharkov et quelques autres centres importants<sup>4</sup>. »

Mais Trotski n'est pas en reste. Quelques mois plus tard, le 4 mai 1922, au moment où la campagne de confiscation des objets du culte bat son plein et où les autorités mettent en scène une série de grands procès publics impliquant un certain nombre de religieux s'étant opposés à cette campagne<sup>5</sup>, Trotski envoie la note suivante aux rédactions des journaux Izvestia, Pravda, Rabotchaia Moskva, ainsi qu'au Comité Central : « Que se passe-t-il ? Aujourd'hui, ni dans les Izvestia, ni dans la Pravda, ni même dans Rabotchaia Moskva, il n'y a la moindre ligne sur le procès des popes. Or, la poursuite de ce procès a été spécialement interrompue pour permettre à la presse de racheter sa négligence criminelle de n'avoir pas suffisamment éclairé les masses sur les procès publics de la cléricaille qui se tiennent en ce moment. Avant-hier, je m'étais pourtant mis d'accord avec le cam. Steklov que le procès des

popes ferait la une, sur toute la page. Le cam. Soltz, qui était présent à la réunion du Comité Central, a promis que la Pravda en ferait de même. Avec le cam. Zelensky, je m'étais mis d'accord également à propos de Rabotchaia Moskva, après avoir rappelé que la fin du procès avait été repoussée pour permettre à la presse de préparer l'opinion publique. Et le résultat de tout ceci ? Un véritable boycott, un véritable sabotage de la part des journaux à l'égard de ce procès exemplaire, dont l'importance politique, du point de vue de la pédagogie, est immense. Je propose aux rédactions, au nom du Politburo, de consacrer les numéros de samedi et de dimanche au procès des popes. Toutes les forces des rédactions doivent être mobilisées pour expliquer aux masses le sens et les conclusions à tirer de ce procès. La trame et l'argumentaire devront être les suivantes : on a découvert dans notre pays une vaste organisation centralisée anti-populaire et contre-révolutionnaire, qui se cache derrière le masque de la religion, mais est en réalité une organisation politique. Cette organisation est dirigée de l'étranger par un comité clérico-monarchiste, qui dispose d'importants moyens financiers.[...] Les procès de Chouia<sup>6</sup> et de Moscou ont permis de démasquer cette vaste organisation contre-révolutionnaire qui se masque derrière l'église orthodoxe. Il est indispensable de mener l'instruction de cette affaire jusqu'à son terme. Il est indispensable de châtier sévèrement les responsables et les organisateurs de ce complot clérico-monarchiste. L. Trotski<sup>7</sup>. »

Ainsi, dès 1922 – année où les bolcheviks organisent un certain nombre de grands procès politiques publics contre des dirigeants socialistes-révolutionnaires et des membres du clergé orthodoxe, les principes de la mise en scène pédagogique sont clairement affirmés. Avec, certes, encore de nombreux « ratés », notamment en ce qui concerne la « popularisation » de ces parodies de justice. Comme le reconnaît Georgui Prokofief, le chef du département Information de l'OGPU, dans une note adressée à Felix Dzerjinski au moment du procès des dirigeants socialistes-révolutionnaires<sup>8</sup>, les « masses laborieuses, et notamment les paysans, se sont totalement désintéressés du procès [...] » « Sans doute est-ce parce que le souci immédiat des paysans est de survivre après la famine et de se préparer à la prochaine campagne de semences... Par ailleurs, les journaux soviétiques ne parviennent guère jusque dans les campagnes, qui continuent à se nourrir presque exclusivement de rumeurs... Au-delà du chef-lieu de district, nos services sont encore trop clairsemés pour recevoir une information autre que celle fournie par le réseau des représentants officiels du pouvoir soviétique<sup>9</sup>. »

Si le grand procès politique à vocation pédagogique fait partie de la culture politique bolchevique dès les premières années du régime, chez Staline le recours au « procès exemplaire » apparaît comme un véritable réflexe. Le 7 juin 1927, l'ambassadeur soviétique à Varsovie, Piotr Voïkov, est assassiné. Cet événement intervient quelques semaines après la rupture des relations diplomatiques entre la Grande-Bretagne et l'URSS. Staline saisit aussitôt cette occasion pour organiser une véritable « psychose de guerre », mettre en place une vaste opération d'arrestation des « éléments anti-soviétiques »

dans le pays – et saper les positions de ses rivaux politiques. Quelques heures après l'annonce de l'attentat contre le diplomate soviétique, Staline écrit à Molotov : « Ai reçu nouvelles au sujet de l'assassinat de Voïkov par un monarchiste. On sent la main de l'Angleterre. Ils veulent provoquer un conflit avec la Pologne. Ils veulent répéter Sarajevo ou, tout au moins, l'incident avec la Suisse relatif à l'assassinat de Vorovski<sup>10</sup> (...). Il faut fusiller immédiatement cinq ou dix monarchistes, en déclarant que pour toute nouvelle tentative d'attentat de nouveaux groupes de monarchistes seront fusillés [...] <sup>11</sup>. » Quelques jours plus tard, Staline écrit à Menjinski, le chef de l'OGPU : « Mon opinion personnelle : 1) les agents de Londres se sont infiltrés chez nous plus profondément qu'il n'y paraît et il leur reste toujours des planques, il faut mettre à profit les perquisitions générales pour détruire les réseaux d'espionnage anglais, recruter de nouveaux collaborateurs pour le service d'Artuzov<sup>12</sup> parmi les détenus et développer un système de bénévolat au profit de l'OGPU et de ses organes au sein de la jeunesse, 3) il serait excellent d'organiser un ou deux procès exemplaires sur le thème de l'espionnage anglais, afin de disposer d'un matériau officiel à exploiter en Angleterre et en Europe (...) <sup>13</sup>. » Au fil de la plume, l'idée du « procès exemplaire » est toujours présente. L'année suivante – 1928 – est marquée par le fameux procès des « ingénieurs et spécialistes bourgeois » des mines de Chakhty, dans le Donbass, très largement « popularisé », mais dont le déroulement connaît de nombreux « ratés », plusieurs accusés étant revenus sur leurs aveux. En 1930, la police politique, dûment instruite par Staline, qui suit tout particulièrement les affaires des « spécialistes bourgeois », prépare plusieurs dossiers destinés à « démontrer » l'existence d'une chaîne d'organisations antisoviétiques, reliées entre elles au sein d'un prétendu « Parti paysan du travail », dirigé par le grand économiste N. Kondratiev, et d'un prétendu « Parti industriel », dirigé par le Pr. Ramzine. L'OGPU tente, en outre, d'impliquer un certain nombre de dirigeants communistes opposés à la ligne stalinienne (Boukharine, Syrtsov, mais aussi Kalinine et quelques responsables proches de Toukhatchevski) dans ces prétendus complots<sup>14</sup>. Sur l'implication directe de Staline dans toutes ces affaires, qui devaient déboucher sur des procès publics à usage pédagogique, on dispose, depuis peu, d'éclairages précieux dans la correspondance entre Staline et Molotov durant l'été 1930<sup>15</sup>. Les procès de Moscou de 1936-1938 – tel est le point qu'il me paraît opportun de souligner ici – ne sont que l'aboutissement d'une pratique politique progressivement expérimentée et rodée par les dirigeants bolcheviques depuis le début des années 1920. Le premier procès de Moscou et son orchestration par Staline. Trois ensembles de documents, récemment déclassifiés, permettent aujourd'hui d'approfondir notre compréhension des grands procès de Moscou sur les pistes ouvertes il y a quarante ans par Annie Kriegel. Il s'agit des dernières lettres de Nikolaï Boukharine à Staline, Molotov et aux membres du Politburo<sup>16</sup>, des comptes rendus sténographiques des plenums du Comité Central de décembre 1936 et de février-mars 1937<sup>17</sup>, et de la correspondance échangée, lors du déroulement du premier procès de Moscou (août 1936), entre Staline et ses plus proches collaborateurs<sup>18</sup>. Les dernières lettres de Nikolaï Boukharine à Staline, Molotov et Vorochilov éclairent les principaux ressorts de l'aveu tels que les avait analysés Annie Kriegel. « Les enquêteurs, écrivait-elle, devaient s'affairer à pincer plus particulièrement trois cordes sensibles chez les responsables bolcheviques : celles qui commandent le sentiment de culpabilité, l'esprit de zèle, la soif de vengeance<sup>19</sup>. » Des derniers écrits de Boukharine (y compris ceux rédigés avant même l'arrestation), se dégage avec force la propulsion de « l'enfant chéri du Parti » (Lénine) à reconnaître une culpabilité imaginaire et diffuse, qui déborde largement les motifs concrets dont il sera accusé par la suite. Le «

goût de l'émulation » et la « soif de vengeance », autres ressorts de la psychologie des accusés mis en mouvement durant le long cheminement qui va de la dénégation à l'aveu, transparaissent aussi admirablement dans les lettres de Boukharine. « Expulsion du Parti – fin de la vie<sup>20</sup> » : pour réintégrer l'un des cercles du pouvoir, même le plus modeste, reconquérir le statut privilégié de combattant du Parti, Boukharine est prêt à repartir en mission, au combat, pour « casser la gueule à Trotski et Co<sup>21</sup> ». Ces attitudes, soulignait Annie Kriegel, s'enracinent dans une culture politique communiste, marquée par des rites spécifiques, au premier plan desquels se placent la pratique de l'autobiographie, l'examen de passage à l'occasion des « purges », les campagnes de « vérification de la carte du Parti » et autres contrôles périodiques, le rituel de l'autocritique. Ces rites préparent le terrain pour l'aveu, parce qu'ils prédisposent le prévenu à réorganiser sa propre vision de lui-même dans la perspective de sa culpabilité, à reconstruire son parcours et sa vérité intime en conformité avec la vérité officielle, bref, comme le dit Boukharine dans sa dernière déclaration lors de son procès, « réviser tout son passé<sup>22</sup> ». Sur ces rites – notamment l'autocritique – les comptes-rendus sténographiques des plenums du Comité Central de janvier 1933 et, plus encore, de décembre 1936 et de février-mars 1937 (à l'issue duquel furent arrêtés Boukharine et Rykov, les anciens dirigeants de l'opposition dite de « droite » Staline) apportent d'éclairantes précisions<sup>23</sup>. A la différence de nombreux dirigeants qui avaient accepté de faire leur autocritique, Boukharine, comme avant lui Enukidze, refusa de se plier au rituel, aussi bien lors du plenum de décembre 1936 qu'au cours du plenum de février-mars 1937. Des échanges entre Boukharine et les autres membres du Politburo ressort une extraordinaire distinction entre la culpabilité juridique et la culpabilité politique de l'accusé<sup>24</sup>. Ce que ses collègues reprochent à Boukharine, qui rejette les accusations formulées par le chef du NKVD, N. Iejov, sur sa prétendue participation au « groupe terroriste trotskiste-zinoviéviste », c'est avant tout le fait que celui-ci ne reconnaisse pas sa culpabilité politique dans l'affaire, qu'il refuse d'admettre qu'il a fait preuve, depuis des années, d'« hypocrisie politique », qu'il ne se plie pas au rituel de l'autocritique, qu'il ne veuille pas, comme le dit Staline, « se nettoyer de la fange dans laquelle il est tombé ». Molotov reproche explicitement à Boukharine de se comporter « comme un homme de loi, un avocat », lorsque celui-ci tente de démontrer qu'il n'entretenait aucun lien avec les « trotskistes-zinoviévistes ». L'administration de la preuve, l'aspect juridique de la question n'intéressent pas le cercle des dirigeants staliniens où se déroule le huis clos. Quand Boukharine explique, preuves factuelles à l'appui, qu'il n'a pas rencontré de trotskistes, quand il démontre l'inexistence des faits qui lui sont reprochés, ses collègues du Politburo lui répliquent que « les faits ne prouvent rien » car Boukharine « pue politiquement ». « Tu es un hypocrite politique, lui dit Molotov, et nous allons maintenant prouver juridiquement cette hypocrisie politique<sup>25</sup>. » Les télégrammes échangés entre Staline (en vacances à Sochi) et ses plus proches collaborateurs (notamment Iejov, Molotov, Kaganovitch et Ordjonikidze) en août 1936 apportent aussi des éclairages inédits sur la mise en scène du premier procès de Moscou<sup>26</sup>. Il s'agit bien d'une mise en scène, dont Staline, ostensiblement parti en villégiature juste avant l'ouverture des débats, règle, en personne et à distance, les moindres détails : à commencer par ce qui doit être relaté dans la presse<sup>27</sup>, mais aussi les personnalités étrangères autorisées à assister au procès<sup>28</sup>, les notes à adresser aux divers gouvernements étrangers pour contrer la « propagande trotskyste » et la manière dont doivent être exploités, dans les journaux communistes étrangers, les mea culpa d'anciens dirigeants trotskystes pour l'heure épargnés (Radek,

Piatakov, Rakovski). Les titres de ces articles, publiés le 21 août dans la Pravda et les Izvestia parlent d'eux-mêmes : « Il ne doit y avoir aucune pitié ! » (C.Rakovski) ; « Anéantir sans pitié les misérables assassins ! » (G. Piatakov) ; « La bande trotskiste-zinoviéviste et son hetman Trotsky » (K.Radek). Au sujet de ces articles, Staline écrit à Kaganovitch, le 23 août : « Les articles de Rakovski, Radek et Piatakov sont assez réussis [...]. Les correspondants étrangers taisent ces articles qui ont une grande signification. Il est indispensable de les reproduire dans les journaux en Norvège, Suède, France, Amérique, ne serait-ce que dans les journaux communistes. Leur signification consiste entre autres en ce qu'ils privent nos ennemis de la possibilité de présenter le procès judiciaire comme une mise en scène et comme un règlement de comptes fractionnel du Comité central avec la fraction de Zinoviev-Trotsky [...] »<sup>29</sup>. »

Ces consignes d'ordre stratégique se doublent d'un constant ajustement tactique. Durant les cinq jours du procès, Staline est tenu informé, par leïov et Kaganovitch, plusieurs fois par jour, du déroulement précis des débats, des rares incidents provoqués par tel ou tel accusé niant tel ou tel détail insignifiant. Il téléphone plusieurs fois par jour pour se faire préciser tel ou tel point qui lui paraît peu clair. Au moment où les accusés font encore leurs dernières déclarations, Staline répond déjà au « projet de verdict » expédié la veille de Moscou (alors qu'il reste encore deux longues journées de « débats judiciaires »)<sup>30</sup>. « En premier lieu, écrit Staline, le projet de verdict est correct en substance, mais il a besoin d'un polissage stylistique. En deuxième lieu, il faut rappeler dans le verdict dans un paragraphe à part que Trotsky et Sedov doivent être traduits devant le tribunal ou sont sous inculpation ou quelque chose du même genre. Cela a une grande importance pour l'Europe, aussi bien pour les bourgeois que pour les travailleurs. Il est totalement impensable de passer sous silence Trotsky et Sedov dans le verdict, car un tel passage sous silence sera compris comme le fait que le procureur veut traduire ces messieurs en justice, et que la cour est comme en désaccord avec le procureur. En troisième lieu. Il faudrait rayer les mots de la conclusion : « le jugement est définitif et ne peut être soumis à appel ». Ces mots sont superflus et produisent une mauvaise impression. Il ne convient pas d'autoriser l'appel, mais ce n'est pas malin de l'écrire dans le jugement. En quatrième lieu, il faut reproduire en intégralité les titres d'Ulrich et des membres, et au sujet d'Ulrich il faut dire qu'il n'est pas le président d'on ne sait quelle institution, mais du Collège militaire de la Cour suprême<sup>31</sup>. » De cet ensemble de correspondances échangées entre Staline et ses plus proches collaborateurs, c'est sans doute le dernier de la série qui est le plus éclairant, précisément sur la dimension pédagogique du procès. Il s'agit d'une sorte de bilan tactique rédigé par Staline deux semaines après la fin du procès, le 6 septembre 1936, peu de temps avant le remplacement de Guenrikh Iagoda par Nikolaï leïov à la tête du NKVD. « A Kaganovitch, Molotov. La Pravda dans ses articles sur le procès des zinoviévistes et des trotskistes a échoué avec éclat. La Pravda n'a pas fait un seul article expliquant de manière marxiste le processus d'abaissement de ces salauds, leur visage sociopolitique, leur véritable plate-forme. Elle a tout ramené à une question personnelle, au fait qu'il y a des méchants qui veulent prendre le pouvoir et des gentils au pouvoir, et a nourri le public de ce fatras puéril. Il faut dire dans les articles que la lutte contre Staline, Vorochilov, Molotov, Jdanov, Kossior et autres est une lutte contre les soviets, une lutte contre la collectivisation, contre l'industrialisation, une lutte, par voie de conséquence, pour la restauration du capitalisme dans les villes et dans les campagnes de l'URSS. Car Staline et les autres dirigeants ne sont pas des personnes isolées, mais l'incarnation de toutes les victoires du socialisme en URSS, l'incarnation de la collectivisation, de l'in-

dustrialisation, de l'essor de la culture en URSS, par voie de conséquence, l'incarnation des efforts des ouvriers, des paysans et de l'intelligentsia laborieuse pour l'anéantissement du capitalisme et le triomphe du socialisme. Il aurait fallu dire que celui qui mène la lutte contre les dirigeants du Parti et du gouvernement de l'URSS, celui-là est pour l'anéantissement du socialisme et la restauration du capitalisme. Il aurait fallu dire que les discussions sur l'absence de plate-forme chez les zinoviévistes et les trotskistes, c'est un mensonge de la part de ces salauds et une illusion chez nos camarades. Ces salauds avaient bien une plate-forme.

La substance de leur plate-forme – c'est l'anéantissement du socialisme en URSS et la restauration du capitalisme. Parler ouvertement d'une telle plate-forme n'était pas avantageux pour ces salauds. D'où leur version sur l'absence de plate-forme, que nos andouilles ont cru sur parole. Il aurait fallu dire, enfin, que l'abaissement de ces salauds jusqu'à l'état de gardes-blancs et de fascistes découle logiquement de leurs péchés d'oppositionnels dans le passé. Lénine disait encore au Xème Congrès du Parti de la fraction ou des fractions que, si dans leur lutte contre le Parti elles s'obstinaient dans leurs erreurs, elles devaient inévitablement en arriver sous le régime soviétique jusqu'à la garde blanche, jusqu'à la défense du capitalisme, jusqu'à la lutte contre les soviets, elles devaient inévitablement se fondre avec les ennemis du pouvoir soviétique. Cette position de Lénine a reçu maintenant une confirmation éclatante. Mais malheureusement elle n'est pas utilisée par la Pravda. Voilà dans quel esprit et dans quelle direction il aurait fallu mener la propagande dans la presse. Malheureusement tout ceci a été raté. 6 septembre 1936, Staline<sup>32</sup>. » Ce document éclaire indirectement les raisons de la mise à l'écart de G. Iagoda. En circonscrivant les crimes des accusés au seul terrorisme, forfait dont l'exploitation politique était assez limitée, en laissant de côté toute la « généalogie du crime », le chef du NKVD avait, aux yeux de Staline, « raté » la mise en scène du premier procès. La trahison découverte, le procès tenu, les coupables châtiés, l'ennemi strictement limité à la catégorie numériquement infime des trotskystes-zinoviévistes, l'affaire n'appelait pas d'autres développements. Quant à Staline, il trace ici l'argumentaire qui permet à la fois d'élargir le cercle des coupables, et de tirer de grandes « leçons historiques » des procès futurs. Ces « leçons historiques » seront parfaitement explicitées lors du troisième procès de Moscou (mars 1938), le plus achevé du point de vue pédagogique. De manière hautement symbolique, le principal inculpé, Nikolaï Boukharine, y fut accusé du crime suprême : la tentative de parricide. Il avait pris part, expliqua le procureur Andreï Vychinski, au complot contre-révolutionnaire de juillet 1918, qui avait failli coûter la vie à Lénine, blessé par le terroriste socialiste-révolutionnaire Fanny Kaplan! La condamnation de Boukharine et du courant qu'il avait représenté devait légitimer, devant l'Histoire, l'œuvre de Staline, incarnation de la « Ligne », et le faire reconnaître comme le seul et unique héritier de Lénine. Les procès en province : une instrumentalisation plus ou moins réussie. Davantage que ces quelques documents inédits relatifs aux procès de Moscou eux-mêmes, c'est en réalité l'ensemble des archives se rapportant à la mise en œuvre de la Grande Terreur des années 1937-1938 qui ont le plus renouvelé notre compréhension des grands procès politiques staliniens, en les replaçant dans un contexte plus large, qui prend en compte les deux faces, publique et secrète, de cet épisode criminel paroxystique du stalinisme<sup>33</sup>. Événement-spectacle, les procès de Moscou ont aussi été un formidable événement-écran. « Conclusion fracassante d'une purge », comme l'écrivait Annie Kriegel, ils ont laissé l'impression – parce qu'ils étaient la face la plus ostentatoirement visible de la répression – que la Grande Terreur était d'abord

et avant tout une immense purge politique, plus sanglante que les autres, qui aurait frappé en premier lieu les cadres du Parti, de l'économie, de l'armée et une partie de l'intelligentsia et des élites nationales non-russes. Or, la Grande Terreur fut pour l'essentiel (c'est-à-dire pour 90 % des victimes) une vaste opération d'ingénierie sociale visant à éradiquer, par des opérations ultra-secrètes, décidées et planifiées au plus haut niveau (c'est-à-dire par Staline, lejov et ses plus proches collaborateurs au Politburo), sur la base de quotas d'exécution et d'internement en camp de travail, tous les éléments « socialement nuisibles » et ethniquement « douteux » qui, aux yeux des dirigeants staliniens, apparaissaient comme autant d'éléments d'une potentielle « cinquième colonne » dans l'éventualité, désormais probable en 1937-1938, d'une guerre<sup>34</sup>. La découverte de cette « face secrète » de la « Grande Terreur » (dont on connaissait l'existence, mais sur laquelle aucune documentation archivistique, permettant d'analyser les mécanismes de prise de décision, la mise en œuvre, les catégories et le nombre des victimes, n'était accessible) replace assurément les procès de Moscou dans une autre perspective, sans doute moins au centre du dispositif, place qu'ils ont longtemps occupé dans la mémoire, populaire et savante, de l'événement. Si l'on en reste à la « face publique » de la terreur, qui est l'objet du présent article, il est important de souligner que les grands procès de Moscou n'en étaient que l'aspect le plus spectaculairement visible. En marge des procès de Moscou, se tinrent, dans un certain nombre de villes de province, en août-décembre 1937, plusieurs centaines de procès politiques publics de dirigeants communistes locaux. Ces « petits procès » que les dirigeants staliniens quiaiffaient, non sans une pointe de condescendance, de « procès agricoles » (les accusés mis en scène étant, dans leur grande majorité, des responsables de kolkhoze ou des dirigeants de districts ruraux, accusés de sabotage dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage) furent largement couverts par la presse nationale et locale<sup>35</sup>. Le point de départ de cette vague de procès fut une directive du Comité Central (signée de Staline) du 3 août 1937 – soit quatre jours après le lancement de la première grande opération terroriste secrète, l'opération n° 00447 contre les « ex-koulaks ». Adressée à tous les comités régionaux du Parti, la circulaire du 3 août informait les dirigeants communistes locaux de l'existence d'un vaste plan de sabotage de l'agriculture et de l'élevage soviétiques par des « ennemis du peuple » infiltrés dans les directions des kolkhozes et sovkhoses, les administrations locales chargées des questions agricoles, les stations de machines et de tracteurs, les comités de district du parti communiste. La circulaire exigeait la tenue immédiate, dans chaque district, de deux ou trois procès publics, avec une large couverture dans la presse locale et une forte participation de « simples kolkhoziens » comme témoins à charge<sup>36</sup>.

Théâtre politique à vocation pédagogique, ces procès se déroulaient sur un autre registre que le grand théâtre moscovite. Les accusés n'étaient pas, comme à Moscou, des dirigeants connus, des figures historiques du bolchevisme, accusés de crimes abominables et improbables (espionnage, haute trahison, conspiration dirigée contre l'Etat), et qui avaient avoué leur forfait. Dans les « procès agricoles », les prévenus étaient de petits notables locaux du Parti, qui s'étaient conduits comme « des seigneurs dans leur fief ». Ils étaient accusés de forfaits tout à fait réels, ordinaires et communs – pour l'essentiel des abus de pouvoir envers leurs subordonnés, des mauvais traitements, des brutalités injustifiées – perquisitions illégales, coups et blessures, vols, extorsions, pots-de-vin, chantage, plans de collecte de produits agricoles irréalistes menés manu militari – bref, le quotidien de millions de kolkhoziens. Ici, l'accusation se fondait non pas sur les aveux des accusés, mais sur les plaintes des kolkhoziens, les lettres envoyées par

milliers aux journaux, aux instances dirigeantes, au procureur, aux responsables du Parti. Ces procès publics, solennellement tenus dans le Palais du peuple du chef-lieu de district, répondaient à une autre fonction pédagogique que les procès de Moscou : ils devaient illustrer la sollicitude de Staline envers le « petit peuple » brimé par les « mauvais bureaucrates ». Le scénario populiste de ce théâtre politique, de ce carnaval où les humbles kolkhoziens, appelés à la barre pour témoigner des sévices qu'ils avaient subis, devenaient les héros du jour, tandis que les puissants étaient jetés à bas et couverts d'opprobre, était simple et accessible à tous. Il se présentait ainsi : les ennemis du peuple, regroupés en « cercles de famille » (le directeur de la station de machines et de tracteurs, le président du kolkhoze, le responsable à l'agriculture du comité de district du Parti et quelques autres acolytes) s'étaient frayé un chemin vers les positions-clés commandant le ravitaillement et l'économie agricole locale. Par leurs abus répétés, ces ennemis s'efforçaient de monter les kolkhoziens contre le régime. Heureusement, des kolkhoziens actifs et conscients avaient réagi en écrivant des lettres aux dirigeants du pays. Celles-ci restèrent longtemps bloquées par des ennemis du peuple infiltrés en haut lieu (d'où la tenue tardive de ces procès). Finalement, grâce à la vigilance et à la sollicitude de Staline et de ses plus proches compagnons d'armes, les ennemis du peuple, masqués en dirigeants locaux, avaient été démasqués et traduits en justice. C'était le triomphe des petites gens, de ceux que Staline avait qualifié de « petites vis de la machine », c'était le triomphe de la démocratie soviétique reconnue par la grande constitution stalinienne de 1936, le triomphe de l'alliance entre le peuple et le Guide. Ce scénario, reproduit et répété dans la presse locale, illustrait une dimension centrale du populisme stalinien, fondé sur une conception archaïque du politique, sur l'exploitation du mythe du « bon tsar »<sup>37</sup>. Néanmoins, à plusieurs reprises, le déroulement de ce scénario, qui mettait en scène des acteurs locaux qui se connaissaient bien et s'étaient côtoyés quotidiennement, dérapa et échappa aux responsables du NKVD chargés de l'affaire. Ainsi à Kady (province d'Ivanovo), non seulement les accusés refusèrent publiquement d'avouer, mais les témoins appelés à témoigner des abus des tyrannaux communistes locaux allèrent « trop loin » dans leur charge, se lançant dans une critique en règle du « nouveau servage » introduit par la collectivisation forcée des campagnes et le système kolkhozien. Le tribunal s'étant transformé en lieu de débats incontrôlable, le procès public fut suspendu et l'expérience tourna court<sup>38</sup>. Si l'épisode de Kady resta isolé, il semble, à la lecture d'un certain nombre de comptes rendus de procès du même type parus dans la presse locale<sup>39</sup>, que la tenue de propos « politiquement incorrects » par les témoins appelés à la barre fut un phénomène fréquent. Ainsi (pour ne citer que cet exemple), dans un chef-lieu de la province de Smolensk, une kolkhozienne s'écria : « C'est notre camp qui a finalement gagné contre le vôtre ! »<sup>40</sup>, laissant ainsi clairement transparaître une vision du monde fondée sur l'opposition irréductible de deux camps : « eux » (les communistes, les bureaucrates, les « chefs », les « nouveaux nantis ») et « nous » (le « petit peuple paysan », les « nouveaux serfs »). Une vision du monde sans cesse dénoncée dans tous les rapports de la police politique sur « l'esprit public »<sup>41</sup>. En revanche, personne parmi les témoins dont les propos furent rapportés dans la presse locale ne fit preuve de ce « monarchisme naïf » qu'attendaient les autorités de Moscou : on ne rendit pas grâce au « bon tsar » Staline, qui avait permis de réparer les injustices commises par ceux que le Guide avait fustigés en ces termes – « ces grands seigneurs qui considèrent que les lois soviétiques ont été écrites pour des imbéciles et qui agissent dans leur région comme des princes féodaux dans leur fief ». Pour les kolkhoziens, c'était bien Staline le prin-

cial responsable de leur asservissement, des disettes et de la famine<sup>42</sup>. Au bout de trois mois, l'expérience des « procès agricoles » prit fin. La mise en scène de pareilles parodies de justice requérait un savoir-faire professionnel, une longue préparation des témoins et des accusés. « L'amateurisme criminel » des fonctionnaires locaux du NKVD allait constituer, fin 1938 – début 1939, après la fin de la « Grande Terreur », l'un des

prétextes de la purge de ceux qui, un an auparavant, avaient « raté » leur spectacle. L'apprentissage de la pédagogie était décidément un art difficile.

**1** Annie Kriegel, *Les Grands Procès dans les systèmes communistes*, Paris, Gallimard, 1972.

**2** Parmi les essais les plus lucides de ces années, on citera : F. Adler, *Le Procès de Moscou, un procès en sorcellerie*, Paris, Nouveau Prométhée, 1936 ; B. Souvarine, *Aveux à Moscou*, Paris, La Vie intellectuelle, 1937 ; A. Koestler, *Le Zéro et l'Infini*, Paris, Calmann-Lévy, 1940.

**3** Soit entre le « Printemps de Prague » (1968, année de la parution de *L'Aveu d'Arthur London*) et 1974, année de la parution de *L'Archipel du Goulag*, moment-clé où bascule une certaine image de l'URSS en Occident. En 1968, paraît la somme de Robert Conquest, *La Grande Terreur* (traduction française, Paris, Stock, 1969). Il est remarquable de constater qu'au moment où se déroulait la seconde vague des grands procès publics de dirigeants communistes dans les « démocraties populaires » au début des années 1950, la question des aveux n'a suscité que très peu de commentaires et d'interrogations. « L'effet Stalingrad » explique assurément, comme le notait Annie Kriegel en 1972, le « sensible recul des discussions et des polémiques... du point de vue de la capacité à s'approcher de la vérité établie aujourd'hui ».

**4** Lenin, *Polnoie sobranie socinenii* (Œuvres Complètes), Moscou, 1965, tome 44, p. 399-400.

**5** Selon les dirigeants bolcheviques, la campagne de confiscation des objets du culte représentant une valeur marchande était censée permettre l'achat, en devises, de céréales et d'autres produits alimentaires afin de venir en aide aux victimes de la famine qui touchait près de 30 millions de Soviétiques, notamment dans les régions de la Volga. En réalité, comme en témoignent un certain nombre de documents récemment déclassifiés (et notamment une longue lettre adressée par Lénine aux membres du Politburo le 19 mars 1922), cette campagne visait avant tout, selon les termes de Lénine, « à frapper mortellement l'ennemi à la tête, avec un succès total, et nous garantir des positions, pour nous essentielles, pour les décennies à venir. Avec tous ces gens affamés qui se nourrissent de chair humaine, avec les routes jonchées de centaines, de milliers de cadavres, c'est maintenant et seulement maintenant que nous pouvons (et par conséquent devons) confisquer les biens de l'Église avec une énergie farouche, impitoyable » (RGASPI, archives d'État de Russie en histoire politique et sociale, 2/1/22947/1-4).

**6** Chouïa était une petite ville industrielle des environs d'Ivanovo où avaient éclaté, le 15 mars 1922, les incidents les plus importants liés à la campagne de confiscation des objets du culte. La troupe tira sur la foule de fidèles qui s'opposaient à la confiscation, tuant une dizaine de personnes. Les autorités décidèrent de tenir sur place un « procès exemplaire » de la « cléricaille contre-révolutionnaire ».

**7** APRF (Archives présidentielles de la Fédération de Russie), 3/60/25/3, publié dans le recueil de documents d'archives Politburo i tserkov' (Le Politburo et l'Église), Moscou, Rosspen, 1997, p. 254-255.

**8** Ce procès se tint à Moscou du 6 juin au 7 août 1922. À l'issue de cette parodie de justice, durant laquelle les autorités mirent en scène des manifestations populaires réclamant la peine de mort pour les « terroristes », 11 des accusés furent condamnés à la peine capitale. Devant les protestations de la communauté internationale, mobilisée par les socialistes russes en exil, l'exécution des sentences fut suspendue « à condition que le parti socialiste-révolutionnaire cesse toutes ses activités conspiratives, terroristes et insurrectionnelles ». En janvier 1924, les condamnations à mort furent commuées en peines de cinq ans de camp.

**9** RGASPI, 76/3/145/24-26.

**10** Délégué soviétique à la Conférence de Lausanne sur les Détroits, V. Vorovski avait été assassiné le 10 mai 1923 à Lausanne.

**11** RGASPI, 558/11/71/4.

**12** Il s'agit d'A. Kh. Artuzov (1891-1937), le chef du Département de contre-espionnage de l'OGPU depuis 1922. Sur la structure de l'OGPU au milieu des années 1920, voir Nicolas Werth, « L'OGPU en 1924 : radiographie d'une institution à son niveau d'étiage », *Cahiers du Monde russe*, vol. 42, n° 2-3-4, avril-décembre 2001, p. 4-30.

**13** RGASPI, 558/11/71/29. Sur cet épisode, voir *Tragedia sovetskoi derevni. Dokumenty i materialy. Tom 1* (La Tragédie des campagnes soviétiques.

Recueil de documents, tome 1), Moscou, Rosspen, 1999, p. 25 sq.

**14** Voir Oleg Khlevniouk, *Le Cercle du Kremlin. Staline et le Bureau politique dans les années 1930 : les jeux du pouvoir*, Paris, Le Seuil, coll. « Archives du Communisme », 1996, p. 40-54.

**15** Pisma I.V. Stalina V.M. Molotovu, 1925-1936 (Lettres de J. Staline à V. Molotov, 1925-1936), Moscou, 1996, p. 191-231.

**16** Ces lettres, traduites et commentées par Nicolas Werth, sont parues in *Communisme*, 2000, n° 61, p. 7-42.

**17** RGASPI, 17/ 2/575 et 577.

**18** RGASPI, 558/11/93. Une sélection de ces documents, récemment déclassifiés, a été traduite et commentée par Pavel Chinsky, *Staline. Archives inédites, 1926-1936*, Paris, Berg International, 2001.

**19** Annie Kriegel, op. cit., p. 90

**20** Brouillon de lettre de Boukharine à Staline, 16/01/1937.

**21** Lettre de Boukharine à Staline, 10/12/1937.

**22** Outre les analyses d'Annie Kriegel sur ces aspects (op. cit., p. 88-117), on citera quelques études ayant abordé la question des rituels de l'autobiographie, des purges et de l'autocritique : Nicolas Werth, *Être communiste en URSS sous Staline* (Paris, Gallimard, 1981) ; Christel Lane, *The Rites of Rulers : Ritual in Industrial Society: The Soviet Case* (Cambridge U.P., 1981) ; Klaus-Georg Riegel, *Konfessionsrituale im Marxismus-Leninismus* (Graz, 1985) ; Berthold Unfried, « Rituale von Konfession und Selbstkritik : Bilder vom stalinistischen Kader », *Jahrbuch für historische Kommunismusforschung*, 1994, p. 148-168 ; Claude Penetier, Bernard Pudal, *Écrire son auto-biographie, les autobiographies communistes d'institution, 1931-1939*, *Genèses*, n° 23, juin 1996, p. 48-78 ; John Arch Getty, « Samokritika Rituals in the Stalinist Central Committee, 1933-1938 », *The Russian Review*, 58, January 1999, p. 49-70.

**23** RGASPI, 17/ 2/511 ; 17/ 2/575 ; 17/2/577. Une grande partie des sténogrammes du plenum du Comité Central de février-mars 1937, réunion capitale pour l'évolution de la politique intérieure soviétique à la veille de la « Grande Terreur », a été publiée in *Voprosy Istorii*, 1992 (n° 2-12) et 1993 (n° 2-10).

**24** Voir en particulier, RGASPI, 17/ 2/575, 69-74 ; *ibid.*, 82-86 ; *ibid.*, 122-126.

**25** RGASPI, 17/ 2/575/126. John Arch Getty, art. cit, p. 60.

**26** RGASPI, 558/11/93.

**27** Voir télégramme de Staline du 18/08/1936 (RGASPI, 558/11/93/20), en réponse aux propositions de Lejov et Kaganovitch (558/11/93/21). 28 *Ibid.*

**29** RGASPI, 558/11/558/77-78 (cité in Pavel Chinsky, op. cit., p. 116).

**30** Télégramme du 22/08/1936, signé par Kaganovitch, Ordjonikidzé, Vorochilov, Tchoubar, Lejov (RGASPI, 558: 11/93/65).

**31** RGASPI, 558/11/93/62-63, cité in Pavel Chinsky, op. cit., p. 115.

**32** RGASPI, 558/11/94/32-39, cité in Pavel Chinsky, op. cit, p. 121-122.

**33** Voir Nicolas Werth, « The Mechanism of a Mass Crime: The Great Terror in the Soviet Union, 1937-1938 », in Robert Gellately, Ben Kiernan, *The Specter of Genocide. Mass Murder in Historical Perspective* (Cambridge, Cambridge U.P. 2003), p. 215-241.

**34** Voir Stéphane Courtois, Nicolas Werth et al., *Le Livre noir du communisme* (Paris, R. Laffont, 1997), p. 263-289.

**35** Sur ces procès que les dirigeants stalinien qualifiaient, non sans une pointe de condescendance, de « procès agricoles », voir Sheila Fitzpatrick, « How the Mice Buried the Cat: Scenes from the Great Purges of 1937 in the Russian provinces », *The Russian Review*, n° 52 (3), July 1993, p. 299-320 ; Nicolas Werth, « Les petits procès exemplaires en URSS durant la Grande Terreur, 1937-1938 », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n° 86, avril-juin 2005, p. 5-26.

# Souvarine, «Aveux à Moscou»

1938, in Cauchemard en URSS, 2021

164

165

## AVEUX À MOSCOU

« La Vie intellectuelle », 10 avril 1938

Il y a bien des aspects troubles dans les procès de trahison qui, depuis dix ans, se suivent et se ressemblent à Moscou — sans parler à ce propos de choses très définies et qui consternent ou répugnent, qui révoltent ou apitoient. Mais la plus troublante des questions posées à l'entendement humain est sans nul doute celle des aveux unanimes et frénétiques. On a traité un peu partout les divers thèmes que comportent ces procès, et la conviction publique est désormais faite quant à la véracité des accusations, à l'équité des sentences. On est fixé, même, sur la sincérité des confessions et repentirs qui servent de base aux poursuites et tiennent lieu de preuves exclusives. Mais la question des aveux ne semble nullement résolue pour cela ou, du moins, n'a pas encore été éclaircie de façon assez satisfaisante. Il faut donc la reprendre dans son ensemble.

Depuis le premier en date des procès en question, celui de Chakhty en juin 1928, tous les accusés sans exception ont avoué les crimes invraisemblables que leur imputait la « justice soviétique ». Sur plus de cent cinquante pénitents, quatre-vingt-dix environ n'étaient pas bolcheviks (ceux de Chakhty, puis les industriels, puis les mencheviks, puis les ingénieurs anglais et allemands), ce qui exclut les explications reposant uniquement sur la psychologie de parti. La majorité n'était pas de race slave, ce qui élimine les arguments tirés des sempiternelles considérations sur l'âme russe. Enfin, outre les quelque cent cinquante sujets exhibés

AVEUX À MOSCOU

167

devant des tribunaux, il y a eu des milliers de condamnés à huis clos, dont l'exécution n'a pas toujours été enregistrée dans la presse, et nul ne sait s'ils ont avoué ou non, ce qui interdit une généralisation absolue. Pour ne rien laisser dans l'ombre, il faut retenir, en outre, une constatation souvent exprimée, selon laquelle tous les « grands noms » figurent parmi les gens qui s'humilient le plus possible.

Le seul fait de l'unanimité des aveux en public montre déjà qu'on se trouve en présence d'une sélection d'accusés, précisément ceux qui consentent à jouer le rôle voulu par les metteurs en scène. Ce qui confirme un autre fait, non moins probant par lui-même : plus de trois cents soi-disant coupables ou complices, mentionnés au cours des procès, n'ont pas comparu devant la « justice ». Un troisième fait vient à l'appui des deux premiers : le nombre déjà imposant des suicides. On peut donc tenir pour acquis ce point de la démonstration, qui implique à l'actif du Guépéou une préparation savante, une véritable technique où des spécialistes sont passés maîtres.

À noter aussi qu'il a fallu six mois pour machiner le procès des seize (Zinoviev-Kamenev), six mois encore pour celui des dix-sept (Piatakov-Radek) et plus d'un an pour celui des vingt-et-un (Rykov-Boukharine). De plus, l'étonnante identité des aveux, de 1928 à 1938, avec de menues variantes de circonstance correspondant aux nécessités de la diplomatie européenne et aux particularités de la situation intérieure soviétique, ne laisse pas de doute quant à la source : les aveux sont dictés par l'autorité policière gouvernementale.

Il reste que cent cinquante vaincus, brisés au moral et au physique par une longue détention subie dans les conditions les plus cruelles, « travaillés » au cours d'interrogatoires épuisants par des experts dans l'art de pervertir et de torturer les consciences, conduits peu à peu non loin du degré de dépression où commencent les maladies mentales, se sont prêtés aux exigences de leurs vainqueurs sans scrupules. Y a-t-il de quoi s'étonner outre mesure ? Il s'agit de victimes

168

BORIS SOUVARINE

réduites à merci et placées devant d'atroces perspectives qui commandent leur langage.

On objecte souvent que les futurs condamnés, instruits par l'issue des procès précédents, ne peuvent plus nourrir d'illusions et, se sachant perdus d'avance, n'ont aucun intérêt à jouer une comédie honteuse et sinistre. Cela ne change rien à rien, car il existe toutes sortes de façons de vivre ou de mourir. Mis en demeure de réciter la leçon sous peine de subir, au lieu d'une balle dans la nuque synonyme de délivrance, des sanctions équivalent à de longs tourments pour soi-même ou pour des êtres chers, il serait compréhensible que les accusés sélectionnés avouassent des choses absurdes, prix d'une mort pure et simple. Pourquoi s'exposer à de vaines souffrances ? Dans cette hypothèse, les réfractaires réservés aux huis clos sont les individus les moins vulnérables soit faute de fortes attaches familiales, soit sensibilité moindre aux menaces (par incrédulité ou stoïcisme). En vérité, c'est complètement oublier les terribles moyens de pression et de répression mis en oeuvre là-bas par des tortionnaires expérimentés que d'apprécier les aveux de Moscou comme s'ils émanaient de détenus politiques en France protégés par la loi et les coutumes, interrogés par des juges d'instruction courtois, humainement traités par des geôliers débonnaires.

Même avec une quasi-conviction de périr à bref délai — et « tant qu'il y a de la vie, il y a de l'espoir », dit la sagesse populaire en rejoignant l'Écclésiaste —, les victimes de Staline peuvent donc avoir encore un intérêt ultime dont la notion qu'ils ont déterminé leur conduite. N'est-il pas significatif qu'on ignore tout des conditions pénitentiaires imposées aux prisonniers de cette catégorie, lesquels ne reçoivent aucune visite d'aucune sorte, alors que le régime des prisons n'est un secret nulle part ailleurs au monde, et que l'on était si bien renseigné à cet égard sous le tsarisme ? Ce qui a été révélé déjà par de rares survivants rapatriés en Occident, et qui doivent leur salut à leur obscurité ou

AVEUX À MOSCOU

169

à leur nationalité étrangère, permet de concevoir le pire : la Bastille était un lieu de délices en comparaison des bagnes soviétiques. Tant que les circonstances ne feront pas parler librement un rescapé de ces tueries, et un rescapé de marque dont la voix porte loin, il faudra raisonner sur des conjectures plus ou moins discutables.

Mais le vrai problème n'est encore pas là. On admettrait à la rigueur des aveux empreints de résignation, des acquiescements pour ainsi dire mécaniques — et d'ailleurs une grande partie des interrogatoires a présenté ce tableau d'acceptation passive, caractérisé par les réponses monosyllabiques. Ce que l'on n'arrive pas à comprendre, ce sont des aveux aussi prolixes détaillés avec tant de complaisance, c'est ce que Léon Blum a appelé l'exhibitionnisme et d'autres le masochisme ou le sadisme des flagellants du bolchevisme de la décadence, c'est en quelque sorte l'aisance oratoire de ces malheureux promis au bourreau et capables non seulement de se déshonorer à l'envi, mais encore de reculer les bornes de l'abjection en dénonçant des innocents et en chargeant des camarades. Ce qui frappe de stupeur, c'est l'impossibilité constante de distinguer les discours des accusés de ceux des accusateurs, c'est le naturel de leur langage à tous, du ton comme de la chanson, du refrain comme des couplets (autre preuve, soit dit en passant, de la communauté de source). Ce qui a rendu le problème apparemment insoluble et troublé le public du dehors, au fond, c'est la virtuosité de certains hommes à s'attribuer des crimes qu'ils n'ont jamais pu commettre, auxquels ils n'ont jamais pu même songer, c'est leur talent de donner une impression de culpabilité réelle et de sincérité totale.

L'explication de ce phénomène tient tout entière dans le mot « mensonge ». L'URSS est le pays du mensonge, du mensonge absolu, du mensonge intégral. Staline et ses sujets mentent toujours, à tout instant, en toute circonstance, et à force de mentir ne savent même plus s'ils mentent. Ils baignent dans une atmosphère saturée de mensonge. Et



Chaque fois qu'une opposition a « reconnu ses erreurs », elle a trompé. Chaque fois qu'un opposant a déclaré se repentir, il a triché. Chaque fois que le « chef » faisait semblant de pardonner, il méditait sa vengeance. Chaque fois que le « Parti » proclamait intact son « monolithisme » et indestructible son unité, il se moquait du monde. Les procès d'aujourd'hui prolongent les « plénums » d'hier, les congrès d'avant-hier : tous les protagonistes y mentent. Accusés, accusateurs et témoins pratiquent là un même art d'appeler les choses autrement que par leur nom. La pensée inexprimée : contre-révolution. Le doute inexprimable : espionnage. L'esprit critique : terrorisme. L'amertume : trotskisme. Une épigramme : assassinat. Une anecdote : trahison. Un calembour : crime. Et la seule certitude dans ces procès pleins d'incertitudes, c'est que tout le monde ment, le procureur comme les inculpés, le bourreau invisible et présent comme les victimes visibles et présentes. Le mensonge est leur élément à tous, leur habitude, leur seconde nature.

On oublie trop les déclarations réitérées de soumission, de rétractation et de contrition par lesquelles les Zinoviev et les Kamenev, les Piatakov et les Radek, les Rykov et les Boukharine, donnant l'exemple aux autres « oppositaires » bientôt prosternés pour la plupart devant Staline, ont obtenu leurs réintégrations successives dans le Parti et leurs places dans l'État. Ces documents d'ignominie uniques en leur genre, où les signataires s'avilissent comme à plaisir et célèbrent la grandeur du satrape qu'ils exècrent et méprisent, ont été obtenus sans autre torture que la perspective d'être mis à l'écart de la vie politique, sans autre pression que celle d'une certaine notion d'intérêt personnel ou de coterie, identifié sans raison valable à l'intérêt collectif. Pour rentrer en grâce et pour rentrer en scène, pour s'ouvrir de nouvelles possibilités d'intrigue et de manœuvre, tous les moyens étaient bons, à commencer par le mensonge. De même, une conception spéciale de leur intérêt passager ou final a délié la langue aux mêmes intrigants, manœuvriers

et menteurs, tant à l'instruction qu'à l'audience, pour de nouvelles déclarations de culpabilité, de regret, de résipience. Ils avaient naguère prononcé des apologies déliantes en l'honneur de Staline, usé tous les superlatifs et abusé de toutes les hyperboles ; ils ont reconnu ensuite, se conformant au canevas du Guépéou, avoir voulu abattre à tout prix leur idole, et subsidiairement trahir le pays, déchaîner la guerre, provoquer la défaite, perdre le régime, saboter l'industrie, les transports, l'agriculture et le reste. Et, dans tous les cas, ils mentaient à jet continu. Le mensonge des aveux est de même essence que le mensonge des dithyrambes. Pour les bolcheviks de toutes nuances, c'est de la politique. *Tselesobraznost...*

À partir de 1925, l'opposition bolcheviste rivalisant d'astuce et de félonie avec la clique dirigeante — bientôt réduite à un seul personnage — est entrée dans la voie qui conduit aux faux aveux et à l'opprobre définitive. Avant les aveux immondes, il y avait eu les désaveux ignobles. Quand Max Eastman, le premier, eut la possibilité et la probité de publier sur la crise du bolchevisme un livre, *Depuis la mort de Lénine*, où il prend la défense de Trotski et donne quelque information véridique sur la situation en Russie à l'époque, Trotski désavoua l'auteur en le traitant de contre-révolutionnaire<sup>2</sup>. (Il a expliqué plus tard, dans une lettre à Mouralov, que c'était pure tactique de sa part.) Quand fut divulgué par leurs amis à l'étranger l'inoubliable document connu sous le nom de « Testament de Lénine », Trotski et Kroupskaïa désavouèrent le document qui venait pourtant de Kroupskaïa par l'intermédiaire de Trotski<sup>3</sup>. (Encore la

2. Max EASTMAN (1883-1969) : écrivain américain, militant communiste, d'abord proche de Trotski, il divulgue le « testament de Lénine » aux États-Unis, relayé en France par Boris Souvarine, texte que l'on retrouve largement dans *Depuis la mort de Lénine*, traduit chez Gallimard en 1925.

3. Voir dans Louis JANOVER, *Le testament de Lénine et l'héritage de Rosa Luxemburg*, Toulouse, Smolny, 2018, p. 99-120, la plupart de ces documents :

tactique et la *tselesobraznost...*) Quand un groupe de communistes et de syndicalistes français entreprit de résister à la « bolchevisation » et, entre autres, de défendre Trotski contre la calomnie bolcheviste officielle, Trotski les désavoua à leur tour en les traitant aussi de contre-révolutionnaires — toujours la tactique, la *tselesobraznost...*<sup>4</sup> Et quand toutes les oppositions communistes en URSS commirent la faute irréparable de constituer un « bloc », c'est-à-dire une somme de contradictions insolubles, on vit à la première épreuve les grands tacticiens de la realpolitik bolchevico-léniniste désavouer leur alliée la plus faible et la plus respectable, l'Opposition ouvrière, en des termes encore moins déshonorants pour elle que pour eux, se désavouer ensuite les uns les autres jusqu'à dispersion complète et, de désaveux en désaveux, de reniements réciproques en reniements respectifs, se dégrader au nom de la *tselesobraznost* jusqu'à ce que mort s'ensuive.

Tel est le processus de déchéance morale qui a conduit au triste épilogue des procès de Moscou, à une infamie sans égale dans l'histoire, surtout dans l'histoire des révolutions. Il était réservé aux bolcheviks de gauche comme de droite et du centre d'innover en ce domaine. Après l'amoralité, l'immoralisme ; après l'immoralisme, le cynisme. De tactique en manœuvre et de manœuvre en *tselesobraznost*, de pieux mensonge en mensonge impie, les disciples de Lénine en sont venus par une pente fatale aux aveux monstrueux qui font scandale dans l'univers civilisé et qui rappellent ces scènes du passé russe où des boyards suppliciés par ordre d'Ivan le Terrible mêlaient un éloges du despote aux hurlements de douleur. Entre Staline qui n'a pas été assassiné

le « testament » de Lénine, le chapitre 3 de l'ouvrage de Max Eastman publié en France dès 1925, la « réfutation » de Trotski et sa critique par le Comité Central du PCF pour manque de conviction dans ce mensonge.

4. Lire : « La réponse du "noyau" de La Révolution prolétarienne à deux demandes de Trotski », *La Révolution prolétarienne*, n° 10, octobre 1925, p. 1-5.

et ses thuriféraires effrénés qu'il massacre posément sous prétexte de déjouer leurs intentions assassines, on cherche en vain une différence de nature.

N'est-ce pas Boukharine qui, dans une fameuse conversation intime avec Kamenev dont le procès-verbal a circulé sous le manteau en Russie et dans *Le Messenger socialiste* à l'étranger (n° 6 et 9, 22 mars et 4 mai 1929), blâmait Staline de n'avoir « proposé » aucune exécution capitale lors de l'affaire de Chakhty ? N'est-ce pas Trotski exilé qui a protesté contre la mansuétude relative dont Staline avait fait preuve en épargnant les condamnés à mort du procès des industriels et de celui des mencheviks ? Les persécutés conservaient sans excuse une âme de persécutés. N'est-ce pas Boukharine encore qui, pour combattre une opposition communiste légale et loyale en 1923, a forgé la perdue légende d'une tentative d'arrestation de Lénine par les bolcheviks de gauche au temps de Brest-Litovsk, légende dont Staline s'est servi récemment pour inventer un complot rétrospectif contre la vie de Lénine en 1918 et en accabler le même Boukharine vingt ans plus tard ? D'aucuns verraient un effet de justice immanente dans ce choc en retour meurtrier du mensonge décuplé contre le menteur initial. On comprend que les longues méditations de Boukharine en prison aient abouti à la conclusion désespérante qui pourrait tenir lieu d'oraison funèbre au bolchevisme : « Si tu meurs, au nom de quoi mourras-tu ? Si on te laisse la vie, au nom de quoi vivras-tu ? À ces questions, une seule réponse : le vide noir. »

Les responsabilités de l'opposition, de toutes les oppositions communistes, ne sont pas moindres sur un autre plan : c'est Piatakov le premier qui, dans son article de la *Pravda* (23 décembre 1929) intitulé *Za Roukovodstvo*, a désigné nommément Staline comme un chef intangible et donné le branle à une apologétique insensée ; c'est Boukharine qui, avant le XVIII<sup>e</sup> congrès du Parti en 1934, a glorifié en Staline le « feld-maréchal de l'armée révolutionnaire » ; ce sont les

Zinoviev, les Kamenev et autres Radek qui, croyant jouer aux plus fins, ont renchéri sur tous les laudateurs intéressés de Staline, politiciens corrompus, intellectuels domestiqués, fonctionnaires apeurés, militants abêtis, et rivalisé d'un servilisme mortel pour les idéaux dont les bolcheviks se réclament encore. Tous mentaient dans l'espoir de tromper un maître-menteur, de l'empêcher de rien discriminer dans l'afflux d'éloges artificiels suscités par l'entourage exclusivement préoccupé de complaire. Mais, en matière de fourberie, le maître-fourbe Staline les surpasse sans effort avec la supériorité complémentaire de n'être pas plus embarrassé de théories que de scrupules. Voyant très clair dans le double jeu de ses adversaires invétérés, il a feint de se prêter à leurs feintes, mais avec une arrière-pensée immuable : mentira bien qui mentira le dernier. Staline a toujours le dernier mot dans le mensonge.

Les « grands noms » représentaient donc, en fin de compte, des réputations usurpées ou surfaites et, à parler net, de petits hommes. Ce n'étaient, en réalité, que des noms bruyants, à une époque où en Russie les bolcheviks accaparaient tout, avaient seuls le droit de parler, d'écrire, d'enseigner, d'imprimer, et de plus le privilège de la publicité, le monopole du tapage. Sous un régime tant soit peu démocratique d'émulation et de compétition normales, très peu de ces noms eussent percé, à moins d'acquiescer dans une autre ambiance et d'autres conditions générales ou particulières une notoriété de meilleur aloi. On a le tort fréquent de les confondre avec les authentiques grands noms du mouvement révolutionnaire russe au dernier siècle et au début de ce siècle-ci. En vérité, bien rares sans doute seront les bolcheviks dignes de figurer au palmarès qu'avec des critères sérieux et le recul du temps établira l'histoire, leur parti ayant étouffé les valeurs individuelles comme il a annihilé les valeurs morales. Mais ce nouveau thème s'éloigne de la... phénoménologie des aveux ; il mériterait une étude à part.

Comme dans toutes les sociétés, la mentalité de la caste dirigeante a plus ou moins marqué de son empreinte les milieux où elle se recrute. La pratique bolcheviste du mensonge en honneur dans le parti unique devait, par la force des choses et la faiblesse des hommes, se répandre autour dudit parti, d'abord comme procédé de légitime défense, ensuite moyen de parvenir, enfin ligne de moindre résistance et surtout pli de servitude. Le mensonge accompagne pas à pas la terreur exercée pour commencer du centre sur la périphérie et, dans la suite, refluant de proche en proche vers le point de départ où elle bat son plein à l'heure présente avec les procès de trahison, processus d'extermination de la « vieille garde » communiste. Il n'y a donc rien de surprenant si les mêmes aveux, les mêmes mensonges se répètent aux différents procès par des bouches différentes, slaves ou non slaves, bolchevistes ou non bolchevistes, les mêmes causes produisant de mêmes effets dans les mêmes conditions totalitaires. Au-dessus du « vide noir » dont parlait Boukharine, l'aube d'une ère nouvelle ne luira pour la Russie que le jour où les circonstances ouvriront, après le mensonge des procès, le grand procès des grands mensonges.

# Extrait de *L'affaire Touaïev, un roman révolutionnaire*

Victor Serge, 1948

## 6. CHACUN SE NOIE À SA FAÇON

Une douzaine de fonctionnaires brassaient depuis six mois les cent cinquante dossiers sélectionnés de l'affaire Toulaév. Fleischman et Zvéreva, nommés « enquêteurs chargés de suivre les affaires de la plus haute gravité », suivaient celle-ci d'heure en heure, sous le contrôle direct du haut-commissaire adjoint Gordéev. Fleischman et Zvéreva, tous deux tchékistes d'autrefois, c'est-à-dire des temps héroïques, eussent dû être suspects, ils le savaient et l'on pouvait dès lors compter sur leur zèle. L'affaire croissait en tous sens, se rattachant à une foule d'autres instructions, s'y dissolvant, s'y perdant, y resurgissant comme une dangereuse petite flamme bleue sous des décombres calcinés. Les enquêteurs poussaient devant eux une cohue de prisonniers disparates, tous exténués, tous désespérés, tous désespérants, tous innocents au vieux sens juridique du mot, tous suspects et coupables de bien des façons ; mais on avait beau les pousser, on n'arrivait avec eux qu'à de bizarres impasses. Le bon sens suggérait d'écarter les aveux d'une demi-douzaine de détraqués qui relataient comment ils avaient assassiné le grand camarade Toulaév. Une touriste américaine, presque belle, tout à fait folle, quoique armée d'un dur sang-froid, déclarait :

– Je ne comprends rien à la politique, je hais Trotsky, je suis terroriste. Depuis mon enfance, j'ai rêvé d'être terroriste. Je suis venue à Moscou pour devenir la maîtresse du camarade Toulaév et le tuer. Il était tellement jaloux, il m'adorait. Je voudrais mourir pour l'U.R.S.S. Je crois qu'il faut des émotions bouleversantes pour aiguillonner l'amour du peuple... J'ai tué le camarade Toulaév, que j'aimais plus que ma vie, pour détourner le danger qui menaçait le chef... Le remords me prive de sommeil, voyez mes

200

### L'affaire Toulaév

sode décida de son avancement. Il enveloppait dans des phrases trébuchantes, écroulées l'une sur l'autre, une pensée très nette. Ses incidentes seules étaient à peu près construites. Sa voix répandait ainsi sur la raison des auditeurs une sorte de brume où l'on voyait pourtant se préciser finalement des contours menaçants, toujours les mêmes. « Vous argumentez, lui dit un jour un accusé, comme un bandit hypocrite qui vous parle en gesticulant doucement, et vous voyez la pointe du couteau dans sa manche... » – « Je méprise vos insinuations, répliqua le procureur, calmement, et toute la salle voit que j'ai les manches étroites... » Dans le tête-à-tête, il manquait d'assurance. L'encouragement de Zvéreva lui fut tellement opportun qu'il y répondit par un demi-sourire : on entrevit ses dents qui étaient jaunes et rudement plantées. Il conféra :

– Je n'ai pas à vous faire, camarades, la théorie du complot. Ce mot est, en droit, susceptible de revêtir une signification restreinte ou extensive, et, dirai-je, une autre encore qui correspond beaucoup mieux à l'esprit de notre droit révolutionnaire ramené à ses sources depuis que nous l'avons soustrait à la pernicieuse influence des ennemis du peuple qui avaient réussi à en dénaturer le sens au point de l'asservir aux formules périmées du droit bourgeois qui repose sur la constatation statique du fait pour procéder de là à la recherche d'une culpabilité formelle considérée comme effective en vertu de définitions préétablies...

Ce flot de paroles coula pendant près d'une heure. Fleischman regardait dans la rue et le dégoût montait en lui. Quelles canailles dénuées du moindre talent font carrière aujourd'hui ! Zvéreva bridait les yeux, contente comme un chat au soleil. Gordéev traduisait en clair dans son cerveau ce discours d'agitateur où gîtait certainement, comme une fouine tapie dans un fourré, la directive du chef.

– En substance : nous avons vécu au sein d'un immense complot, infiniment ramifié, que nous achevons de liquider. Les trois quarts des dirigeants des périodes antérieures de la révolution avaient fini par se corrompre ; ils étaient vendus à l'ennemi, et, s'ils ne l'étaient pas, c'était tout comme, au sens objectif du mot. Cause : les contradictions intérieures du régime, le désir du pouvoir, la pression de l'entourage capitaliste, les menées des agents de l'étranger, l'activité démoniaque de Judas-Trotsky. La

206

### Chacun se noie à sa façon

yeux. J'ai agi par amour... Je suis heureuse d'avoir accompli ma mission sur la terre... Si j'étais libre, je voudrais écrire mes mémoires pour la presse... Fusillez-moi ! Fusillez-moi !

Dans ses moments de dépression, elle envoyait à son consul de longs messages (que l'on se gardait bien de transmettre) et elle écrivait au juge d'instruction : « Vous ne pouvez pas me fusiller parce que je suis américaine ! »

– Putain soûle ! jura Gordéev, quand il eut passé trois heures à étudier ce cas.

Ne simulait-elle pas la folie ? N'avait-elle pas, en réalité, pensé auparavant à commettre un attentat ? N'y avait-il pas dans ses propos l'écho de desseins mûris par d'autres ? Que faire de cette malade ? Une ambassade s'intéressait à elle, des agences de presse à l'autre bout du monde publiaient ses photos, décrivaient les prétendus tourments que l'inquisition lui infligeait... Des psychiatres, en uniforme, observant encore le rite des interrogatoires, s'efforçaient tour à tour, par la suggestion, par l'hypnose, par la psychanalyse, de la persuader de son innocence. Elle épuisait leur patience.

– Eh bien, proposa Fleischman, persuadez-la au moins qu'elle a tué quelqu'un d'autre, n'importe qui... Ayez de l'imagination, voyons ! Montrez-lui des photos d'assassinés, racontez-lui des crimes sadiques et qu'elle aille au diable ! Sorcière !

Mais elle ne consentait, dans son rêve éveillé, qu'à l'assassinat de grands personnages. Fleischman la haïssait, il haïssait sa voix son accent, le rose jaune de ses joues... Un jeune médecin enquêteur passa des heures à faire répéter à cette folle, en lui caressant les mains et les genoux : « Je suis innocente, je suis innocente... » Elle le répéta peut-être deux cents fois, elle eut à la fin un sourire de béatitude pour dire doucement :

– Que vous êtes gentil... Je sais depuis longtemps que vous m'aimez... mais c'est moi, moi, moi qui ai tué le camarade Toulaév... Il m'aimait comme vous...

Le soir même, le jeune médecin enquêteur fit son rapport à Fleischman. Une sorte d'égarement troublait son regard et sa parole.

– Êtes-vous bien certain, demanda-t-il pour finir, avec une étrange gravité, qu'elle n'est pour rien dans cette affaire ?

Fleischman écrasa furieusement son cigare dans le cendrier.

201

### Chacun se noie à sa façon

haute clairvoyance, la « clairvoyance vraiment géniale » du chef nous a permis de déjouer les machinations d'innombrables ennemis du peuple qui tenaient souvent les leviers de commande de l'État. Nul ne doit être tenu désormais pour insoupçonnable, en dehors des hommes entièrement nouveaux que l'histoire et le génie du chef font surgir pour le salut du pays... En trois ans, la bataille du salut public a été gagnée, la conjuration réduite à l'impuissance ; mais, dans les prisons, dans les camps de concentration, dans la rue, des hommes survivent qui sont nos derniers ennemis de l'intérieur et les plus dangereux parce qu'ils sont les derniers, même s'ils n'ont rien fait, même s'ils sont innocents selon le droit formel. La défaite leur a inculqué une haine et une dissimulation plus profondes ; tellement redoutables qu'ils sont capables de se réfugier dans une inactivité temporaire. Juridiquement innocents, ils peuvent avoir un sentiment d'impunité, se croire à l'abri du glaive. Ils rôdent autour de nous, « comme des chacals affamés au crépuscule », ils sont parfois parmi nous, se trahissent à peine par un regard. Par eux, grâce à eux, la conjuration aux mille têtes pourrait un jour renaître. Vous savez les nouvelles des campagnes, en quels termes se posent les problèmes de la moisson, il y a eu des troubles dans la moyenne Volga, une recrudescence de banditisme dans le Tadjikistan, plusieurs crimes politiques en Azerbaïdjan et en Géorgie ! De singuliers incidents se sont produits en Mongolie, sur le terrain religieux : le président de la république juive était un traître, vous savez le rôle que le trotskysme a joué en Espagne : on a conspiré contre la vie du chef dans les faubourgs de Barcelone, nous avons reçu sur cette affaire un dossier stupéfiant ! Nos frontières sont menacées, nous sommes parfaitement au courant des tractations entre Berlin et Varsovie ; les Japonais rassemblent des troupes dans le Jehol, ils construisent de nouvelles fortifications en Corée, leurs agents viennent de provoquer une avarie de turbines à Krassnoyarsk...

Le procureur reprit du cognac. Zvéreva, enthousiasmée, dit :

– Ignat Ignatiévitch, vous tenez la matière d'un réquisitoire prodigieux !

Le procureur la remercia d'un battement des paupières.

– Ne nous dissimulons pas, en outre, que les grands procès antérieurs, insuffisamment préparés sous certains rapports, ont

207

# L'aveu, dans l'engrenage du procès de Prague

Arthur London, 1968

50

L'AVEU

démoralisation a été sciemment organisée jusqu'à ce que je devienne cet homme brisé, traqué, mûr enfin pour tomber dans le piège dressé par ceux qui avaient décidé de ma perte.

Mes pensées sont interrompues par le fracas de la porte. Un garde-frontière en tenue de campagne, coiffé d'un bonnet de fourrure orné d'une étoile rouge, se tient dans l'ouverture, la mitraillette braquée sur moi. Un autre gardien dépose à même le sol une gamelle fumante et s'approche pour me retirer les menottes. Quel soulagement! Mais il ne dure qu'un instant! Aussitôt mes bras sont ramenés par-devant et les menottes remises. Les deux hommes s'en vont sans mot dire.

J'ai soif. Je suis transi de froid. Je regarde avec perplexité la gamelle à mes pieds. Quelques minutes passent. Des portes claquant et déjà un bruit de gamelles vides qu'on ramasse me fait comprendre que je n'aurai ni cuillère, ni main libre pour manger. Je m'agenouille et porte avec difficulté la gamelle à mes lèvres. Mais comment manger! J'essaie de happer les morceaux de légumes. A cet instant la porte s'ouvre. « Donnez ça », dit le gardien, en m'arrachant la gamelle. « Et maintenant, recommencez à marcher. »

Les bras enchaînés par-devant, la marche est un peu moins pénible. Quelle heure peut-il être? Il me semble qu'une éternité s'est écoulée depuis que je suis là. La fatigue me rend maintenant difficile chaque pas. Déjà, à deux reprises, le gardien est entré me brutaliser parce que je m'étais arrêté pour souffler. Que faire sinon obéir, se soumettre, faire preuve de bonne volonté et démontrer par là mon attitude conciliante?

La douleur aux épaules et dans le dos devient lancinante. L'impossibilité d'allonger les bras provoque des crampes insupportables. Je n'arrive plus à penser. Mes idées se brouillent. Dépouillé de mon tricot de corps, de mon pull et de mon manteau, j'ai très froid. Tout à l'heure, à la nouvelle distribution de nourriture, je ne resterai plus désemparé devant la gamelle. J'essaierai de manger malgré les menottes. Cela ne doit plus beaucoup tarder. J'entends des bruits de portes et d'écuelles, mais devant ma cellule, rien. Je cherche à me leurrer, mon tour n'est pas encore arrivé! Mais, bientôt, plus de doute, le bruit du ramassage des gamelles vides me parvient à nouveau. On m'a oublié!

KOLODEJE

51

Je marche toujours. Je n'ai ni bu, ni mangé depuis la veille. Les premières lueurs d'un jour nouveau filtrent à travers les planches. Je n'en peux plus, je me couche à terre. Aussitôt, la voix brutale m'ordonne de me remettre en marche. Comme je n'obtempère pas, le gardien ouvre la porte et profère des menaces. Je refuse de me relever. Je lui dis qu'on n'a pas le droit d'infliger un traitement pareil à un homme, et encore moins à un innocent. Il appelle à la rescousse un autre gardien qui m'abreuve d'injures, me roue de coups : « Vous ne continuerez pas ici à vous conduire en ennemi. Vous obéirez aux ordres ou alors nous sévrons. » Je ne veux pas que ma révolte soit interprétée comme une attitude hostile et je recommence péniblement à marcher jusqu'au soir où l'on vient me chercher pour me conduire, les yeux à nouveau bandés, dans un autre bâtiment.

On m'enchaîne les mains derrière le dos. On me retire le masque. Je suis devant un inconnu, de taille moyenne, trapu, élégamment vêtu (plus tard j'apprendrai qu'il s'agit d'un avocat raté de Prague, S..., qui avait offert ses services à la Sécurité). C'est le référent<sup>1</sup> chargé de m'interroger.

J'attends de lui des questions précises qui appelleront des réponses tout aussi précises et me permettront de me justifier. Il n'en est rien. Durant toute la nuit, je n'ai droit qu'à des injures et à cette phrase sans cesse répétée : « Avouez qui vous êtes, avouez vos crimes, des hommes comme vous ont un nom, avouez votre nom. » Je ne comprends pas le sens de ces questions. Qui je suis? Mais, Artur London! Je n'ai rien à avouer! Mon interrogateur est hors de lui de rage. Resserrant autour de mon cou le col de mon veston qu'il tord entre ses mains, il me cogne la tête contre le mur en martelant : « Avouez qui vous êtes, avouez vos crimes, des hommes comme vous ont un nom, avouez votre nom! » J'ai l'impression d'avoir affaire à un fou, mais suis décidé à garder mon sang-froid.

Et voilà que maintenant, le référent s'en prend aux miens, à ma famille qu'il traite de « nid d'ennemis ». Alors je lui fais remarquer que ce nid d'ennemis compte un membre du Bureau politique du Parti communiste français, mon beau-frère. Il hurle de plus belle : « Tous, vous êtes tous des ennemis. Votre beau-frère aussi! Nous savons aujourd'hui quel est son véritable rôle. Il ne peut rien pour vous. Vous ne pouvez compter sur personne dehors! »

1. Après leur suppression, en 1950, pour ce genre d'affaires, les juges d'instruction ont été remplacés par des hommes de la Sécurité qui conduisent les interrogatoires du détenu depuis son arrestation jusqu'à son jugement. Référent est utilisé en allemand et signifie : rapporteur.

52

L'AVEU

L'interrogatoire — ce monologue hystérique — ne s'achève qu'avec la nuit. C'est déjà, en effet, presque le jour quand le référent appelle le gardien pour me faire reconduire dans ma cellule. Je m'apprette à franchir la porte, quand je me retourne pour lui dire : « On a certainement dû trouver un paquet de dollars dans mon coffre-fort, au Ministère! Avant que vous ne vous livriez aux hypothèses les plus abracadabrantes, je tiens à vous informer que ces dollars sont la propriété du Comité mondial de la Paix. Ils m'ont été confiés par ma belle-sœur, Fernande Guyot, secrétaire administrative du Comité, pour que je les mette en sûreté durant la dizaine de jours où elle se repose à la montagne. »

Le référent me regarde interloqué. Il charge le gardien de me surveiller et quitte la pièce. Quand il revient, il me demande de répéter ma déclaration concernant les dollars. Il tape une note à la machine. Je le sens tout penaud, tel un chien à qui l'on vient de retirer son os! Quelle belle preuve de ma vénalité n'avait-il pas là!

Quand on me ramène dans la cellule, la lumière du jour filtre à travers mon masque. Tout au long du couloir, j'entends des portes s'ouvrir et se fermer : on ramasse les gamelles vides. Une fois de plus, trop tard pour moi! J'ai pourtant très faim et très froid. Je me retrouve dans la même pièce. Et la marche harassante reprend.

Je repense aux paroles du référent. Comment faire savoir au-dehors que je suis innocent? Je suppose que, comme dans toutes les prisons que j'ai connues jusque-là, on renvoie le linge aux familles pour le laver et le remplacer. Je veux absolument avertir ma femme de mon innocence. En m'approchant de la fenêtre, je vois un clou faiblement enfoncé, je parviens à l'arracher. Non sans mal, je retire du col de ma chemise une des baleines. Bien que, pour l'heure, mes mains soient enchaînées par-devant, mes mouvements ne sont pas faciles. Cependant, poussé par mon désespoir, pendant les courts intervalles où le judas reste fermé, lettre par lettre, je grave sur la baleine de celluloid : « Je suis innocent. » L'idée que Lise, habituée par l'occupation aux méthodes de la vie illégale, trouvera mon message, me rassérène un peu.

Mais la chemise et son message ne parviendront jamais chez moi. Elle disparaîtra dans le magasin de vêtements de la prison.

Je suis très fatigué, transi de froid. La faim me donne des tiraillements d'estomac. Je n'arrive pas encore à réaliser ce que je viens de vivre, de voir, d'entendre. Ce qui m'arrive.

Je frappe à la porte. A ma demande, on m'amène un seau hygiénique. Le gardien refuse de m'enlever les menottes et tient sa mitraillette braquée sur moi. C'est debout, sous cette menace, que je dois faire mes

KOLODEJE

53

besoins. Quelle humiliation! Et je suis si maladroit avec mes mains enchaînées... Je me sens moins qu'une bête.

Tard dans la matinée on vient me chercher. A nouveau le masque! On me pousse, je me cogne contre des planches. Longtemps je reste dans le noir. Plusieurs personnes chuchotent derrière moi. Finalement, j'entends une porte s'ouvrir. Des mains brutales me font faire demi-tour, m'arrachent le masque, me saisissent et me plaquent le dos contre la paroi. Devant moi, quatre hommes dont un en civil — le commandant Smola — qui me prend à la gorge et crie avec haine : « Vous et votre sale race, nous saurons vous anéantir! Vous êtes tous pareils! Tout ce qu'Hitler a fait n'était pas bon, mais il a détruit les Juifs, et cela est une bonne chose. Trop encore ont échappé aux chambres à gaz. Ce qu'il n'a pas terminé, nous le finirons. » Et tapant rageusement le sol du pied : « C'est à dix mètres sous terre qu'on vous ensevelira vous et votre sale race! »

Ces paroles sont proférées par un homme qui porte l'insigne du Parti à la boutonnière, en présence de trois autres, en uniforme, qui approuvent par leur silence! Que peut-il y avoir de commun entre cet antisémitisme, cet esprit de pogrome, et le communisme, Marx, Lénine, le Parti? C'est la première fois, dans ma vie d'adulte, que je suis insulté parce que Juif, que je m'entends reprocher ma naissance comme un crime. Et cela par un homme de la Sécurité d'un pays socialiste, un membre du Parti communiste. Est-il imaginable que l'esprit des « Cent Noirs », l'esprit des S.S. revive dans nos propres rangs? Le même esprit anime ces hommes et ceux qui ont fusillé en 1941 mon frère Jean, déporté à Auschwitz et envoyé à la chambre à gaz ma mère, ma sœur Juliette et son mari et des dizaines de membres de ma famille. J'avais dissimulé ma naissance aux Hitlériens, aurais-je dû faire de même dans mon pays socialiste?

D'une bourrade, Smola me pousse dans un coin : « Vous allez parler, vous allez avouer vos crimes. Nous savons tout. Vous n'êtes pas seul ici. Les amis qui vous protégeaient sont tous ici et ils parlent. Tenez... » Il me tend une coupe contenant plusieurs cartes. « Vous avez été tous exclus. Le Parti vous rejette comme des bêtes malfaisantes. Regardez... » Ce sont les cartes du Parti de Zavadsky, de Valés, la mienne et d'autres encore. « Et celles qui manquent — ajoutez-les — nous sommes en train de les ramasser. Vous allez répondre aux questions que ces camarades — il désigne les trois hommes en uniforme — vont vous poser. La seule chance que vous avez de sauver votre tête est de parler et d'avouer plus vite que les autres. »

Sur ce, il quitte la pièce. Les autres prennent place derrière la table. Je connais l'un d'entre eux. J'ai eu l'occasion de le voir au ministère des Affaires étrangères où il est venu plusieurs fois pour régler des problèmes touchant le ministère de l'Intérieur. J'ai eu avec lui les désaccords que j'ai déjà dits sur les ingérences de la Sécurité dans les affaires relevant de ma compétence. Il est là devant moi, en inquisiteur, mais c'est le seul dont les yeux n'expriment pas la haine.

« Dimanche dernier, votre groupe trotskyste d'anciens des Brigades a tenu une réunion secrète chez Zavodsky. Vous vous saviez démasqués et étiez aux abois. Quelles décisions avez-vous prises pour vous en tirer ? »

Comment peuvent-ils taxer de conspiratrice ma visite de dimanche chez Zavodsky et ma rencontre fortuite avec d'autres amis ? Ils paraissent au courant de nos conversations. Qu'est-ce que cela veut dire ? Et surtout, pourquoi donner à cette rencontre, cette interprétation aberrante ? On ne me laisse pas parler. Les questions fusent de trois côtés à la fois, des questions qui ne demandent même pas de réponse. Mes trois inquisiteurs me lancent à la figure les noms d'anciens de la guerre d'Espagne — pour certains, je ne les ai jamais revus depuis 1939 —, les noms de volontaires de différentes nationalités, entre autres ceux des Polonais Rwal et Winkler disparus à Moscou; des Hongrois Rajk, Baneth; des Yougoslaves Copik, Daptchevitch; du journaliste soviétique Koltzov. Ils m'interrogent sur Anna Seghers, sur Egon Erwin Kisch et sa femme qu'ils accusent d'avoir organisé des réunions d'intellectuels trotskystes à Paris et à Prague. Où veulent-ils en venir ? A chacune de mes tentatives de réponse, de réfutation, on me coupe la parole, on crie, on hurle les accusations les plus monstrueuses. On m'injurie. On lance des noms de villes : Paris, Marseille, Barcelone, Albacete... On évoque des rencontres avec tel ou tel, mais sans donner aucune précision.

Ils sont informés de notre vie, de nos luttes, que recherchent-ils donc ? Qu'y a-t-il de criminel là-dedans sinon pour nos ennemis ? Nous avons tous un passé dont nous sommes fiers. « Avouez vos crimes ! » — me crie-t-on sans cesse. « Il faut tout nous dire, c'est la seule chance de sauver votre tête. Les autres avouent, faites comme eux; sinon vous êtes fichu. De toute manière, pour vous, c'est fini. Vous êtes tous ici. Vous ne réussirez pas à renverser notre régime. Chez nous le blé ne monte pas jusqu'au ciel, on le fauche à temps ! » Je continue à me défendre farouchement. « Posez-moi des questions précises, je n'ai rien à cacher. Je veux m'expliquer, laissez-moi m'expliquer. » En vain !

Un des trois hommes s'en va. L'interrogatoire reprend, plus calme. Les deux autres posent de nouvelles questions sur les Brigades inter-

nationales. D'une grosse pile de papiers posée sur la table, ils sortent des feuillets : « Que savez-vous sur un tel ? » J'essaie de rassembler mes souvenirs, mais on ne me laisse jamais le temps. « Nous savons qu'il a déserté. » Tel autre avait mauvais moral en Espagne. Tel autre ne s'est pas bien conduit dans les camps en France. Cet autre a critiqué le Parti et manifesté des tendances oppositionnelles, des tendances trotskystes. Celui-là a été considéré par le Parti communiste d'Espagne, ou par l'organisation communiste de son unité, comme un élément louche, hostile...

Mais de quel matériel disposent-ils donc ? Au fur et à mesure qu'ils m'interrogent, qu'ils me mettent sous les yeux certains feuillets, je me rends compte que ce sont là des rapports établis en Espagne sur les volontaires par les organisations du Parti de compagnies, de bataillons, de brigades. Ces rapports ont été formulés dans l'esprit de l'époque trop souvent intransigeant, dogmatique, écrits de plus dans le feu de la guerre, dans les tranchées, au cœur des batailles. Leur sévérité tenait à la gravité de l'époque que nous vivions.

Sans doute, tous les volontaires n'étaient pas des saints. Parmi eux, il y eut quelques lâches, même des intrigants. Ces derniers se démasquèrent très vite. Et qui se targuerait dans ce combat sans merci d'avoir été sans moments de faiblesse ? J'en connais qui, à leur baptême du feu, ont pris peur et abandonné le front. Mais, par la suite, ces mêmes hommes ont fait preuve d'un grand courage. Dans les années de luttes illégales qui suivirent, en France, en Tchécoslovaquie ou dans l'armée tchécoslovaque en Angleterre, la masse des volontaires s'est conduite en combattants aguerris et de valeur.

De ces rapports, les référents ne retiennent que ce qui est négatif. Bien sûr, ce qu'en jargon du Parti, nous appelions le « matériel pour les Cadres » devait comporter un jugement sans complaisance sur les défauts possibles des militants, leurs qualités étant connues par ailleurs. Mais ces rapports sont des rapports politiques, pas des caractéristiques policières. Ils appartiennent au Comité central du Parti et n'ont pas leur place ici. Qui donc les a remis à la Sécurité ? Le Parti ? Pourquoi ? Je pense à la façon dont les uns et les autres avons porté nos appréciations pour de tels rapports. A notre intransigeance. Nous étions conditionnés par l'éducation politique que nous avions reçue, par l'exemple de rigueur implacable des Bolcheviks, et nous veillions avec un soin jaloux à garder pure notre épopée, le sens de notre engagement auprès du peuple espagnol. Nous avions à cœur de souligner chaque ombre, chaque erreur. Et voilà ce que l'on fait de notre dureté envers nous-mêmes ! Tout

devient brusquement petitesse, souillures, saleté. Tout est retourné. Tout le bien récrit au mal.

La porte s'ouvre brusquement. Smola jette une nouvelle liasse de papiers sur la table. Il m'empoigne à la gorge et hurle : « Ici, il y a tout. Zavodsky a tout avoué. Vous n'avez plus rien à nous apprendre. Il ne vous reste qu'à passer aux aveux et compléter ses dépositions. Nous connaissons toute votre activité antiparti. Vos activités à Marseille. Votre collaboration avec les services américains. Vos contacts avec Field. Tout est là, dans ces pages. Avouez à votre tour. »

Dans les passages qu'il me lit, je retrouve certaines conversations que j'ai eues avec Zavodsky. Ça ne peut pas être inventé ! Mais toutes nos pensées, tout notre comportement sont qualifiés de trotskysme, d'actes hostiles au Parti, de travail de sabotage. Nos rencontres amicales prennent immanquablement des allures conspiratrices. Ainsi nous aurions formé depuis la nuit des temps un groupe trotskyste organisé, déployant une activité au préjudice du Parti ? Je secoue la tête : « Non, ce n'est pas vrai. Si certains des faits que vous mentionnez sont exacts, leur interprétation et les conclusions que vous en tirez sont fausses. Je ne vous crois pas quand vous affirmez que Zavodsky a écrit de pareilles insanités. »

Les gifles tombent. Smola me cogne la tête contre le mur.

« Non, ce n'est pas vrai, ce n'est pas vrai ! »

— Vous connaissez son écriture, regardez donc cette signature. Est-elle ou non de Zavodsky ? »

Et il me tend des feuillets, sur chacun, en bas de page, la signature de Zavodsky ! Oui, c'est sa signature ! Je la connais trop bien pour me tromper. Smola me met sous les yeux une page intitulée : « Mon activité pour le F.B.I. à Marseille. » Zavodsky y raconte comment, en tant que trotskyste, il a pris contact avec des agents...

« Mais c'est faux ! Ce n'est pas possible ! » Je ne peux que répéter ces mots. Je suis complètement abasourdi, atterré. Je ne comprends rien à rien. Je ne cesse de répéter : « Ce n'est pas vrai ! » Smola me donne alors un feuillet manuscrit : « Vous connaissez bien l'écriture de votre complice. Lisez vous-même ses aveux écrits de sa propre main et confrontez avec ce que je vous ai dit. »

C'est en effet l'écriture de Zavodsky. Mais ce qu'il écrit est un ramassis de mensonges, de récits imaginaires ou — ce qui est encore pire — de demi-vérités. Il relate nos conversations, notre activité. Mais son interprétation relève de la plus haute fantaisie et va nous mener tous à la potence ! Comment Ossik a-t-il pu se prêter à une telle falsification ?

Lui, surtout. Je l'ai connu pendant la guerre d'Espagne et en France, pendant l'occupation, comme homme loyal et combattant exemplaire.

Je le revois le jour où, dans les rues de Paris, je lui expliquais la nécessité de passer à la lutte armée contre l'occupant. C'était en 1941. Il avait été proposé ainsi qu'Alik Neuer pour être versé dans l'O.S., l'Organisation Spéciale, noyau des F.T.P.F. Deux semaines plus tard, Hervé-Kaminsky, autre membre du triangle national de la M.O.I., m'informait des difficultés d'Ossik à s'adapter à ses nouvelles activités. Il avait été convenu que je lui parlerais. Ossik avait été très heureux de me revoir. Il me fit part de ses difficultés. Son responsable militaire lui avait confié des tâches précises, mais quand Zavodsky lui avait demandé une arme pour pouvoir passer à l'action, l'autre lui avait répondu, comme le voulaient les directives, que, son arme, il lui fallait la conquérir sur l'ennemi. Comment ferait-il, en plein Paris, pour assommer et désarmer un officier allemand ? Afin de lui redonner courage, je lui expliquai comment Neuer, aidé de quelques chimistes, fabriquait, avec des moyens archaïques et primitifs, des bombes explosives et incendiaires. Nous avions longtemps parlé. Lorsqu'il m'avait quitté, je l'avais senti décidé à tout tenter.

De fait, sa première arme, il l'avait conquise peu de jours après. Il avait remarqué que, dans les salons de coiffure, les officiers allemands accrochaient le plus souvent leur ceinturon avec leur pistolet au portemanteau avant de s'installer sur le fauteuil. Un beau jour, l'occasion se présenta : il entra chez un coiffeur au moment où un officier allemand était en train de se faire raser. Il s'empara du revolver et s'enfuit à toutes jambes. Plus tard, il m'avait raconté en riant que si son poursuivant avait réussi à le serrer de trop près, c'est ce jour-là qu'il aurait dû tirer son premier coup de feu.

Zavodsky était rapidement devenu un combattant expérimenté et avait participé aux actions militaires les plus audacieuses. En automne 1942, avec deux autres Tchécoslovaques, Bukaček et Icković, il avait participé à un attentat contre un hôtel allemand situé dans un quartier populaire de Paris, rue d'Alésia, qui avait fait une trentaine de morts et de blessés parmi les officiers allemands.

Pourquoi Zavodsky, mieux placé que quiconque dans sa responsabilité à la Sécurité, a-t-il consenti à écrire de telles monstruosité ? Il est conscient de la portée de ces déclarations et de leurs conséquences pour lui, pour moi, pour les autres...

Smola et un référent quittent la pièce. Je me retrouve seul avec celui que j'avais connu au Ministère. Il me regarde un moment.



l'instruction, de passer devant l'entrée béante d'un corridor cimenté du rez-de-chaussée brutalement éclairé. Était-ce là l'entrée de la dernière descente ?

L'instruction tourna court brusquement, je me sentis nettement en péril. Appelé en plein jour, reçu par un personnage haut gradé, maigre, gris, ridé, à petite tête froide juchée sur un cou d'oiseau, aux lèvres minces et plates, je reconnus le juge d'instruction des affaires graves de l'opposition, Rutkovski, collaborateur personnel du chef de service, Moltchanov, membre du Collège secret (Moltchanov a été fusillé à l'époque du procès Iagoda.) Rutkovski fut cassant et méchant.

— Je vois que vous êtes un ennemi irréductible. Vous êtes en train de vous perdre. Des années de prison vous attendent. Vous êtes le chef de la conspiration trotskiste. Nous savons tout. Je veux, malgré vous, tenter de vous sauver. C'est notre dernière tentative.

C'était glaçant. J'éprouvai le besoin de gagner quelques instants et l'interrompis. « J'ai très soif. Pouvez-vous me faire donner un verre d'eau ? » Il n'y avait pas de carafe. Rutkovski dut se lever, appeler quelqu'un... Je réfléchissais et ses effets étaient coupés. Il reprit :

— Je fais donc une tentative afin de vous sauver. Je n'attends pas grand-chose de vous parce que je vous connais. Je vais vous donner communication des aveux complets faits par votre belle-sœur et secrétaire Anita Roussakova. Vous n'aurez qu'à me dire : je reconnais que c'est vrai — et signer. Je ne vous interrogerai plus, l'instruction sera close, votre situation sera améliorée et je tâcherai d'obtenir pour vous l'indulgence du Collège.

On avait donc arrêté Anita Roussakova ! Elle écrivait sous ma dictée des traductions insignifiantes. Jeune fille apolitique, qui n'aimait que la musique, innocente en toutes choses comme l'enfant qui vient de naître... « Je vous écoute », dis-je.

Rutkovski se mit à lire et je fus terrifié. C'était du délire. Anita racontait que je lui avais fait transmettre des messages et porter des paquets à des adresses qui m'étaient complètement inconnues, à des gens dont j'ignorais tout, à un nommé Solovian notamment, qui habitait une « cité

de l'Armée rouge ». Cette accumulation d'impostures et l'adresse d'une « cité militaire » me furent une révélation instantanée. Donc, on entendait me fusiller. Donc, on avait torturé Anita pour la faire mentir ainsi. Donc, elle était perdue comme moi. J'éclatai :

— Assez ! Pas une ligne de plus. Vous lisez un faux abominable, chaque ligne est un faux. Qu'avez-vous fait de cette enfant pour qu'elle mente ainsi !

J'étais exaspéré et je sentais qu'il fallait l'être, que je n'avais plus rien à ménager. Autant se faire fusiller proprement !

L'inquisiteur feignit de se fâcher ou se fâcha :

— Savez-vous que vous m'insultez ? Et que c'est grave, cela aussi ?

— Laissez-moi me calmer et je vous répondrai plus posément... Par respect pour moi-même, par respect pour vous, par respect pour le lieu où vous êtes, je refuse d'entendre une ligne de plus de cette déposition chargée de mensonge et j'exige une confrontation avec Anita Roussakova.

— Vous vous perdez.

En réalité, je démolissais tout et je me sauvais, je sauvais Anita. Un instant de lâcheté, le faux triomphait, nous étions fusillables. Je savais que les inquisiteurs du Guépéou sont contrôlés par diverses commissions, notamment la Commission de contrôle du CC, et qu'ils doivent, pour motiver les verdicts voulus, préparer des dossiers selon les règles. J'écrivis tous les jours à Rutkovski pour exiger la confrontation afin de démasquer le « mensonge » d'Anita. « Qu'elle décrive des endroits où elle prétend être allée ! » Je me sentais dans une impasse. Il était évident que je surprenais mes inquisiteurs en flagrante fabrication de faux. Je mettais le Guépéou en accusation. Pouvait-on après cela me laisser vivre, me rendre la liberté, m'envoyer dans un isolateur où je rencontrerais des camarades et leur raconterais cela, d'où je pourrais écrire aux chefs du gouvernement ? Rutkovski jouait au moins sa carrière s'il ne me brisait pas (je suis convaincu qu'il a péri en même temps que ses chefs Moltchanov et Iagoda, en 1938). Je décidai de me préparer au pire. Au mieux, pensais-je, je serai envoyé

à l'isolateur secret de Iaroslavl où les condamnés sont au régime de l'isolement, pour des années. Au pis, je serai fusillé. Le seul argument en sens contraire était qu'il faudrait donner des explications à l'étranger, puisque j'étais connu en France comme écrivain et comme militant. Ils inventeront quelques faux, voilà tout ! Je passai des journées et des nuits à considérer bien en face la possibilité d'être tout à coup appelé à l'« interrogatoire » et conduit, par le passage cimenté si fortement éclairé du rez-de-chaussée, vers la cave des exécutions. J'étudiai le problème de la vie et de la mort. Je scrutai le mystère de la vie individuelle qui émerge de la grande vie collective et paraît s'éteindre, et s'éteint peut-être tandis que la vie continue, refléurit sans cesse, éternellement peut-être. J'eus le sentiment, je l'ai encore, d'arriver à une vision de ces choses à peu près inexplicable en termes philosophiques, mais juste, vaste, rassérénante. En tout cas, j'obtins de moi-même un calme véritable. Et le souvenir de ces jours me reste comme un souvenir d'exaltation intelligente et de force tourmentée.

Second interrogatoire Rutkovski. Le personnage fut cette fois quelque peu détendu, esquissa un sourire. Brève admonestation pour la forme :

— Vous feriez beaucoup mieux, je vous assure, de changer d'attitude et de ne pas nous traiter en ennemis. Je vous le dis dans votre intérêt... etc.

J'écoutais poliment en hochant la tête.

— Bon, je vois qu'il n'y a rien à faire avec vous. Je vais clore l'instruction. Tant pis pour vous.

— Faites.

Jusqu'ici tous les interrogatoires avaient eu lieu sans un mot d'écrit. Peut-être les sténographiait-on à mon insu. L'inquisiteur tira de grandes feuilles à en-tête et se mit à écrire les questions et les réponses. Six questions anodines, six réponses sans intérêt. Connaissez-vous telles et telles personnes ? Vous êtes-vous intéressé avec elles au sort des déportés ? Oui, naturellement. Nous nous fréquentions au grand jour, nous envoyions au grand jour des lettres et des colis aux déportés. Avez-vous eu avec elles des entretiens subversifs ? Non, naturellement. C'est fini. Signez.

— Et ma confrontation avec Anita Roussakova ? J'entends vous démontrer son innocence. En mentant sur moi, elle mentait aussi sur elle-même. Elle n'a pas même des idées d'opposition. C'est une enfant.

Les yeux gris de l'Inquisiteur me regardèrent avec une sorte de sourire significatif.

— Si je vous donnais l'assurance que nous n'attribuons aucune importance à la déposition Roussakova et que toute cette histoire n'aura pas de conséquences sérieuses pour votre belle-sœur, cela vous suffirait-il ?

— Oui.

— Eh bien ! c'est ainsi. L'instruction est close.

Je demandai des nouvelles de ma femme et de mon fils.

— Ils se portent bien.

Je demandai des livres.

— Comment, on ne vous en a pas donné jusqu'à présent ? Mais c'est une négligence impardonnable !

— Non, dis-je doucement, ce n'est pas une négligence...

— Vous en aurez tout à l'heure.

— Et ne pourrais-je avoir une heure de promenade comme dans toutes les prisons des pays civilisés ?

Rutkovski feignait d'aller d'étonnement en étonnement.

— Comment ! Vous ne l'avez pas ?

Un gardien m'apporta le soir même une pile de livres, une *Histoire du monde musulman*, une *Histoire économique du Directoire*, les *Souvenirs de Sibérie* de Noguine<sup>3</sup>, quelles richesses ! La Croix-Rouge politique<sup>9</sup> m'envoyait des oignons, un peu de beurre, un petit pain blanc, un morceau de savon. Je compris que ma disparition avait été connue à Paris et que, ne pouvant m'arracher une signature qui eût justifié ma propre condamnation, on ne voulait pas d'histoires déplaisantes à mon sujet. Si, au lieu d'être aussi un écrivain français, je n'avais été qu'un militant russe, les choses auraient pris tout autre tournure.

Je ne sais plus à quel moment de l'instruction, je me réveillai une nuit couvert de sueur froide, éprouvant quelque part dans les parties basses de l'abdomen une intolérable douleur — que je n'ai jamais éprouvée ni auparavant ni depuis. La douleur rayonna un long moment dans mes entrailles et s'apaisa, me laissant brisé. J'avais gémi, un

à l'isolateur secret de Iaroslavl où les condamnés sont au régime de l'isolement, pour des années. Au pis, je serai fusillé. Le seul argument en sens contraire était qu'il faudrait donner des explications à l'étranger, puisque j'étais connu en France comme écrivain et comme militant. Ils inventeront quelques faux, voilà tout ! Je passai des journées et des nuits à considérer bien en face la possibilité d'être tout à coup appelé à l'« interrogatoire » et conduit, par le passage cimenté si fortement éclairé du rez-de-chaussée, vers la cave des exécutions. J'étudiai le problème de la vie et de la mort. Je scrutai le mystère de la vie individuelle qui émerge de la grande vie collective et paraît s'éteindre, et s'éteint peut-être tandis que la vie continue, refléurit sans cesse, éternellement peut-être. J'eus le sentiment, je l'ai encore, d'arriver à une vision de ces choses à peu près inexprimable en termes philosophiques, mais juste, vaste, rassérénante. En tout cas, j'obtins de moi-même un calme véritable. Et le souvenir de ces jours me reste comme un souvenir d'exaltation intelligente et de force tourmentée.

Second interrogatoire Rutkovski. Le personnage fut cette fois quelque peu détendu, esquissa un sourire. Brève admonestation pour la forme :

— Vous feriez beaucoup mieux, je vous assure, de changer d'attitude et de ne pas nous traiter en ennemis. Je vous le dis dans votre intérêt..., etc.

J'écoutais poliment en hochant la tête.

— Bon, je vois qu'il n'y a rien à faire avec vous. Je vais clore l'instruction. Tant pis pour vous.

— Faites.

Jusqu'ici tous les interrogatoires avaient eu lieu sans un mot d'écrit. Peut-être les sténographiait-on à mon insu. L'inquisiteur tira de grandes feuilles à en-tête et se mit à écrire les questions et les réponses. Six questions anodines, six réponses sans intérêt. Connaissez-vous telles et telles personnes ? Vous êtes-vous intéressé avec elles au sort des déportés ? Oui, naturellement. Nous nous fréquentions au grand jour, nous envoyions au grand jour des lettres et des colis aux déportés. Avez-vous eu avec elles des entretiens subversifs ? Non, naturellement. C'est fini. Signez.

— Et ma confrontation avec Anita Roussakova ? J'entends vous démontrer son innocence. En mentant sur moi, elle mentait aussi sur elle-même. Elle n'a pas même des idées d'opposition. C'est une enfant.

Les yeux gris de l'Inquisiteur me regardèrent avec une sorte de sourire significatif.

— Si je vous donnais l'assurance que nous n'attribuons aucune importance à la déposition Roussakova et que toute cette histoire n'aura pas de conséquences sérieuses pour votre belle-sœur, cela vous suffirait-il ?

— Oui.

— Eh bien ! c'est ainsi. L'instruction est close.

Je demandai des nouvelles de ma femme et de mon fils.

— Ils se portent bien.

Je demandai des livres.

— Comment, on ne vous en a pas donné jusqu'à présent ? Mais c'est une négligence impardonnable !

— Non, dis-je doucement, ce n'est pas une négligence...

— Vous en aurez tout à l'heure.

— Et ne pourrais-je avoir une heure de promenade comme dans toutes les prisons des pays civilisés ?

Rutkovski feignait d'aller d'étonnement en étonnement.

— Comment ! Vous ne l'avez pas ?

Un gardien m'apporta le soir même une pile de livres, une *Histoire du monde musulman*, une *Histoire économique du Directoire*, les *Souvenirs de Sibérie* de Noguine<sup>8</sup>, quelles richesses ! La Croix-Rouge politique<sup>9</sup> m'envoyait des oignons, un peu de beurre, un petit pain blanc, un morceau de savon. Je compris que ma disparition avait été connue à Paris et que, ne pouvant m'arracher une signature qui eût justifié ma propre condamnation, on ne voulait pas d'histoires déplaisantes à mon sujet. Si, au lieu d'être aussi un écrivain français, je n'avais été qu'un militant russe, les choses auraient pris tout autre tournure.

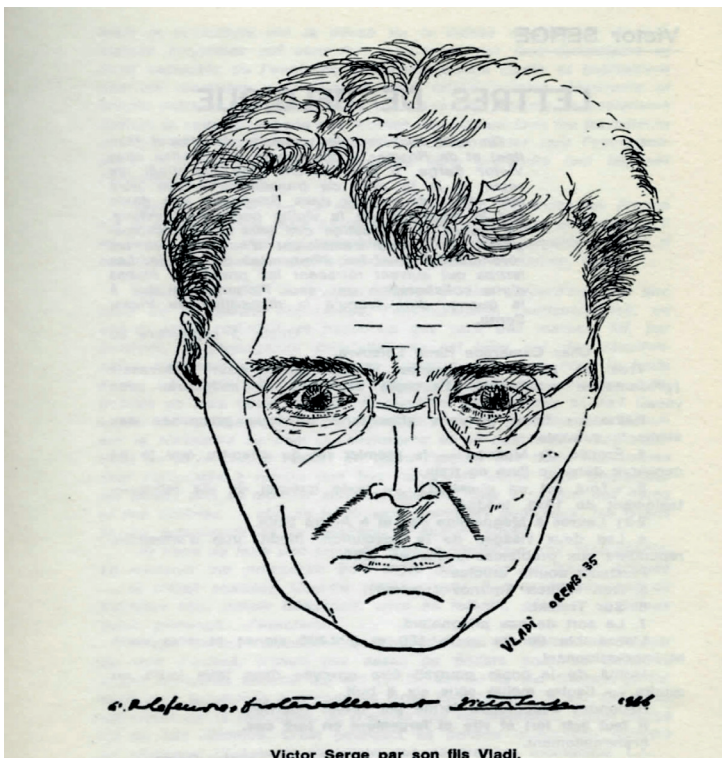
Je ne sais plus à quel moment de l'instruction, je me réveillai une nuit couvert de sueur froide, éprouvant quelque part dans les parties basses de l'abdomen une intolérable douleur — que je n'ai jamais éprouvée ni auparavant ni depuis. La douleur rayonna un long moment dans mes entrailles et s'apaisa, me laissant brisé. J'avais gémi, un

Extrait d'une lettre de Victor Serge à René Lefebvre qui édite une brochure avec ses textes à propos des procès de Moscou, accompagnant l'envoi du portrait ci-contre.

Uccle 17 septembre 1936

Cher Camarade,

1) Pour le portrait, utilisez si vous voulez, mais à cette condition stricte : pas de biographie dans la brochure ni de battage sur l'auteur dans la préface. Condition absolue, n'est-ce pas ?



Victor Serge par son fils Vladi.



# 16 fusillés à Moscou, Zinoviev, Kaménev, Smirnov

## Lettre inédites

Victor Serge, éditions spartacus, 1972

16 FUSILLES : ZINOVIEV, KAMENEV, SMIRNOV...

23

Les seize accusés ont été passés par les armes quand se réunit à Moscou le Syndicat des écrivains. Trois cents écrivains remercient le Chef d'avoir débarrassé le monde de scélérats tels que Zinoviev, Kamenev et cet Ivan Smirnov qu'on appelait autrefois « le Lénine de la Sibérie ». Ils votent l'exclusion d'un certain nombre d'entre eux que l'on vient d'ailleurs d'arrêter, ils votent d'enthousiasme. Exclus et arrêtés : Tarassov-Rodionov, l'auteur du « Chocolat » et de « Mémoires » publiés, si je m'en souviens bien, par « l'Humanité », combattant des deux révolutions de 1917 et l'un des fondateurs de la littérature soviétique ; Galina Sérébriakova, auteur d'un beau livre sur « Les Femmes de la Révolution française », menacée aujourd'hui d'un sort analogue en somme à celui de Mme Roland et de Lucile Desmoulins, parce qu'elle fut la femme de Sérébriakov et l'amie de Sokolnikov ; Sélivanovski, rédacteur à la *Gazette Littéraire* de Moscou ; Tivel, secrétaire de Radek, ancien secrétaire de Zinoviev (très grave !), et quelques autres moins connus. On apprendra les jours prochains l'exclusion (et l'arrestation par conséquent, cela va de soi) d'Ivan Kataev, bon écrivain qui venait de commettre toutes les turpitudes désirables en dénonçant la contre-révolution trotskiste, en approuvant l'impitoyable répression, en adorant le Chef...

Arrestations à Archangelsk, à Penza, à Rybinsk, à Saratov, en Sibérie, à la Maison du Livre de Moscou, à Omsk, au Caucase. Cela continue, continue...

### L'ELIMINATION DES VIEUX

Nous en savons assez pour formuler plusieurs remarques.

D'abord, c'est sur le parti stalinien, sur ses milieux intellectuels et dirigeants que s'abat cette fois la répression. L'accusation de trotskisme est d'une énormité monumentale, quiconque a vécu en U.R.S.S. le confirmera. Pour appartenir aujourd'hui aux bureaux du parti, il faut avoir donné depuis 1923 ou 1928 — tout au moins — des preuves constantes de conformisme, d'obéissance totale, de servilité envers les dirigeants ; il faut

24

VICTOR SERGE

avoir participé à la répression du non-conformisme. Pour qui connaît la mentalité des fonctionnaires du parti, uniquement soucieux, dans l'immense majorité des cas, de s'installer confortablement et de n'avoir pas d'histoires, craignant comme la peste toute ombre de relation avec un opposant, l'idée seule de leur imputer on ne sait quelle activité clandestine paraît insensée. Si l'on tient compte, en outre, de l'extension du mouchardage dans les milieux officiels, on est bien amené à conclure que presque tous les emprisonnés sont des victimes délibérément, mais tout à fait arbitrairement choisies. Et l'on est frappé de voir qu'elles représentent dans le parti actuel la génération de la guerre civile. *Ce sont les vieux que l'on élimine.* Les vieux ont un tort : ils ne tiennent pas tout ce qu'ils ont uniquement de la bureaucratie stalinienne, ils doivent quelque chose à leur passé de combattants et, de ce passé, ils gardent, au fond d'eux-mêmes, une tradition, des souvenirs. Souvenirs dangereux, tradition dangereuse ! Les milieux gouvernementaux du Caucase et de l'Asie centrale sont particulièrement malmenés, et cela au moment où la nouvelle constitution promet « plus de droits » (?) aux républiques associées (1). Comment ne pas se souvenir, à ce propos, que le plus grave désaccord entre Lénine finissant et Staline noyautant les sphères dirigeantes du parti porta sur la question nationale ? Les vieux s'en souviennent, c'est fâcheux pour eux.

Dans tout cela transparait le ferme dessein de *terroriser le parti*. Pourquoi ? N'est-il pas assez sûr, assez docile et souple ? Il semble que les bornes de la soumission y soient atteintes. Sans doute : mais quelque chose se prépare qui pourrait susciter des murmures, des révoltes silencieuses et refoulées, des ressentiments secrets. La conclusion s'impose que la mort des seize est déjà décidée. Pour faire accepter des derniers restes du parti l'exécution des compagnons de Lénine, il faut à l'avance les briser jusqu'à l'âme. Le trotskisme n'est ici qu'un prétexte.

(1) On l'a écrit et répété. En réalité, même du simple point de vue du texte fondamental, elles en auront moins ; plusieurs commissariats importants, tels que la justice, qui jusqu'ici appartenaient aux gouvernements locaux, seront fusionnés. Il est cependant évident qu'on ne saurait rendre exactement la même « justice » à Moscou et au Turkménistan.

16 FUSILLES : ZINOVIEV, KAMENEV, SMIRNOV...

25

### LA PREMEDITATION

Et cela nous amène à concevoir la préméditation du crime. Nous ne comprimes pas, en 1935, la soudaine élimination du secrétaire de l'Exécutif de l'U.R.S.S., Avéli Enoukidzé, vieux bolchévick géorgien, vieil honnête homme, très fidèlement stalinien d'ailleurs, qui remplissait ces fonctions de second magistrat de la République depuis 1918. Il fut à l'improviste chassé du parti ; tout son entourage — des centaines de personnes — emprisonné ou déporté sans raisons politiques ou autres visibles.

L'Association des Vieux-Bolchévicks était dissoute à la même époque. Maintenant tout s'éclaire. Serviteur fidèle, sûr et zélé autant que le Chef génial le pouvait souhaiter, Enoukidzé, compagnon de Lénine lui-même, pouvait hésiter au moment de repousser le recours en grâce des anciens chefs de la révolution. Il n'était pas sûr à ce point-là ! Les Vieux-Bolchévicks, quelques-uns du moins, eussent pu — oh sans grand bruit ! — désapprouver le massacre des Vieux-Bolchévicks. Le Chef prévint tout.

Autre forme de préméditation : la précipitation. Le procès est annoncé sans préambule le 14 août, il s'ouvre le 19, l'exécution a lieu le 25, avant l'expiration du délai légal pour le rejet des recours en grâce. Vite, vite ! C'est à peine si l'opinion ouvrière internationale est sortie de sa torpeur, la voici devant le fait accompli. Et l'on a choisi pour agir la période d'été où se relâchent les travaux, où les organisations vivent au ralenti.

Le procès ne fut en réalité qu'une représentation réglée d'avance. Tout était décidé. Les juges, trois juges militaires professionnels nommés par le Bureau Politique, c'est-à-dire par Staline, ne pouvaient prononcer qu'une sentence : la mort. Le recours en grâce devait ensuite être transmis pour la forme au Bureau de l'Exécutif des Soviets, c'est-à-dire à Kalinine, président et Akoulov, secrétaire ; mais ces derniers, liés par la discipline du parti ne pouvaient qu'appliquer la décision du Bureau Politique, c'est-à-dire de Staline, Chef reconnu. Le drame se jouait donc dans le cercle étroit de quelques hommes ; Staline envoyait au bourreau ses anciens amis, Kalinine contre-signait, les comparses remplissaient de vaines formalités...

## LES ACCUSÉS

Deux des accusés, Zinoviev et Kamenev, sont de vieux chefs du parti. Ils ont, avec Staline — qui d'ailleurs s'effaçait derrière eux — formé de la mort de Lénine (1924) à 1926 « l'inébranlable triumvirat » dirigeant du Bureau Politique. Le mot est de Zinoviev, auquel semblait alors appartenir la succession de Lénine. Collaborateur inséparable de Lénine depuis 1907, Zinoviev a vécu avec lui dans l'émigration, est rentré de Suisse avec lui en 1917, a été son porte-parole à l'Internationale Communiste. Président du Soviet de Léninegrad de 1918 à 1926, président de l'Internationale Communiste depuis sa fondation jusqu'en 1927... Cinquante-trois ans.

Kamenev est aussi un bolchévick d'autrefois ; c'est lui qui, pendant la guerre, dirigeait la fraction parlementaire bolchévick à la Douma et cela lui vaut d'être envoyé en Sibérie avec elle. Président du Soviet de Moscou pendant les années difficiles, légataire universel de Lénine, écrivain et érudit. On lui doit notamment une *Vie de Tchernichevski* publiée en 1934 par une curieuse ironie du sort. Tchernichevski, l'une des plus grandes intelligences de son temps, victime d'un complot policier dont on n'a connu les dessous qu'après la révolution, et dans lequel les agents provocateurs et les pièces fabriquées avaient joué le rôle décisif fut, sous Alexandre II, envoyé aux travaux forcés à vie. Il passa plus de vingt ans dans le bagne et la déportation. Sa volonté et son intelligence y furent étouffées et c'est à cette destinée bien russe que l'un des fusillés du 25 août 36 a consacré son dernier livre. — Kamenev a 53 ans.

Grigori Evdokimov, vieil ouvrier, vieux membre du parti, défenseur de Petrograd en 1919, secrétaire du Comité Central ; Ivan Bakaev, quarante-sept ans, ancien ouvrier, président de la Tcheka de Pétrograd pendant les plus rudes moments de la guerre civile ; Serge Mratchkovski, révolutionnaire de naissance puisqu'il est né dans une prison, combattant de la révolution dans l'Oural, un des chefs de l'armée rouge qui payèrent le mieux de leurs personnes ; chargé en 1931-32 de construire un chemin de fer stratégique entre le lac Baïkal et le fleuve Amour ; Ivan Nikititch Smirnov, un des fondateurs de l'Armée rouge, qui sauva avec Trotski la République naissante à la

bataille de Svajsk, dirigea plus tard la soviétisation de la Sibérie, fut longtemps commissaire du Peuple aux P.T.T., en dernier lieu directeur des fabriques d'automobiles de Nijni-Novgorod, emprisonné depuis 1932 (c'est-à-dire, détail à retenir, près de deux ans avant l'affaire Kirov), cinquante-six ans ; Ter-Vaganian, plus jeune est surtout un publiciste (également emprisonné depuis 1932). Fondateur de la revue *Sous la bannière du marxisme*.

Dreiser fut pendant la période héroïque de la révolution, aux fronts rouges, le chef de l'escorte personnelle de Trotski. Pikel est un secrétaire de Zinoviev. Goltzman et Rheingold, peu connus, sont des militants. A côté d'eux, plus jeunes, d'assez inquiétantes physionomies d'inconnus arrivés de l'étranger, qui s'avouent terroristes (mais qui n'ont rien fait), émissaires de Trotski et collaborateurs de la Gestapo hitlérienne... C'est Olberg, Fritz David, Berman-Yourine, Moïse et Nathan Lourié. Ils sentent la provocation, l'intrigue, le double et triple jeu de Fouché. Olberg est typique à cet égard. Letton de Riga, Allemand d'éducation, réfugié à Prague, il a fait plusieurs voyages illégaux en U.R.S.S. ; il a fini par s'y fixer avec un passeport de citoyen du Honduras, acheté avec le concours d'un agent hitlérien... Tous ceux qui sont allés en U.R.S.S., ou ont essayé d'y aller, savent combien l'obtention d'un visa soviétique est malaisée au commun des mortels et que les citoyens du Honduras, ne parlant au surplus que l'allemand et le russe, ont peu de chances de l'obtenir sauf cas très spéciaux. Surtout s'ils ont fréquenté les trotskistes allemands à une époque où le Guépéou comptait parmi eux des indicateurs parfaitement renseignés. Une chose paraît certaine et c'est qu'Olbert a été, du commencement à la fin, ou un agent secret de la police stalinienne ou le jouet plus ou moins conscient d'agents secrets. Ou les deux.

Asseoir côte à côte sur le banc des accusés ces louches personnages et le probe Ivan Smirnov, et Zinoviev et Kamenev, le truc est vieux comme la fabrication des complots...

## L'ACCUSATION

L'acte d'accusation se réfère d'abord au procès des 15-16 janvier 1935, intenté à Zinoviev, Kaménev, Evdokimov, Bakaev et plusieurs autres communistes influents de Léninegrad,

accusés, *faute de preuves matérielles* ou indirectes, de complicité morale dans l'assassinat de Kirov, membre du Bureau Politique et représentant de Staline à Léninegrad.

Kirov fut tué le 1<sup>er</sup> décembre 1934, d'un coup de revolver, par un jeune membre du parti nommé Nikolaev qui laissa des déclarations écrites expliquant les motifs individuels et politiques de son acte. (Pourquoi ces déclarations essentielles n'ont-elles été ni publiées ni communiquées au récent procès ?). On arrêta aussitôt tous les amis et camarades du terroriste, au nombre de quatorze, tous communistes. D'après les quelques données publiées sur leur procès, on peut admettre que Nikolaev avait fait des confidences sur ses intentions à deux ou trois d'entre eux. Ils furent tous fusillés. On fusilla en outre, dans la même huitaine, 116 (cent seize) personnes *arrêtées auparavant*, complètement étrangères à cette affaire et accusées après coup de terrorisme sans avoir commis un seul attentat connu... Les déportations suivirent par milliers et dizaines de milliers puisque toute une partie de la population de Léninegrad fut envoyée dans les régions de la basse Volga, de l'Oural et de l'Asie Centrale. On inculpa de responsabilité politique toute la tendance Zinoviev-Kaménev. Mais la plus étrange lumière est projetée sur ce drame par les deux faits suivants :

Dès lors, l'instruction chercha, sans y réussir, à compromettre Trotski, auquel il fut publié que Nikolaev aurait eu l'intention d'écrire par l'intermédiaire « d'un consul étranger ». La machination échoua ; le 23 janvier 35, un tribunal militaire infligea des peines de deux à dix ans de prison à douze agents du Guépéou, à commencer par le Chef de la Sûreté de Léninegrad, Medved, reconnus coupables « d'avoir connu la préparation de l'attentat et fait preuve d'une criminelle négligence en ne l'empêchant point... ». On ne pouvait mieux reconnaître le rôle de la provocation policière en cette affaire.

Au procès de janvier 35, Zinoviev, Kaménev, Evdokimov, Bakaev et plusieurs de leurs camarades firent preuve, comme il sied en pareilles circonstances, de la plus grande complaisance envers l'accusation. Ils se repentirent d'avoir murmuré contre le Chef ; ils reconnurent avoir, par leurs critiques, leur opposition passée, leur tiédeur, entretenu des états d'esprit susceptibles d'amener les jeunes militants à la haine et au terro-

risme. Rien n'était plus vague que l'accusation sinon les aveux. Ils furent condamnés à de longues peines de réclusion.

Il sembla que le pouvoir eut tiré de l'affaire Kirov tout le parti politique possible. La Sûreté reconnaissait en avoir sondé les dessous. L'instruction s'était faite dans une atmosphère de terreur, au lendemain de nombreuses exécutions sommaires. Quelles révélations attendre encore ?

Mais à partir de ce moment Staline semble hanté par la crainte du Terrorisme et par le désir de se faire de cette crainte une arme mortelle contre ceux qu'il entend éliminer à jamais de la vie politique. En juillet 35, à lieu un procès secret, sur lequel rien n'a été publié en U.R.S.S. à ce jour et dont, *chose très extraordinaire*, il n'a pas été soufflé au mot au récent procès public de Moscou, bien que l'acte d'accusation le mentionne à propos de Kaménev (« condamné le 27 juillet 35 à dix ans de réclusion »). Il s'agissait d'un complot contre Staline. Le peintre Rosenfeld, frère de Kaménev, fit des révélations bizarres, obtenues on ne sait comme. Kaménev réfuta courageusement l'accusation, démontra que la plupart des trente-six accusés lui étaient inconnus, refusa d'entrer dans le jeu. Deux exécutions suivirent : celles d'un agent du Guépéou et d'un militaire affecté à la surveillance du Kremlin. Il semble qu'à ce moment le coup préparé contre Kaménev ait échoué ou n'ait pas été poussé à fond. On s'est donc repris à quatre fois, avec les puissants moyens dont on disposait, pour monter le récent procès : affaire Nikolaev, premier procès Zinoviev et Kaménev de janvier 35, deuxième procès Kaménev, procès d'août 36... Pourquoi a-t-on fait sur cet épisode significatif un silence total ? Et pourquoi, puisque nous frôlons de si ténébreuses coulisses, pourquoi certains accusés du procès de janvier, Fédorov et Safarov, étaient-ils absents, cette fois du banc des accusés ? Et pourquoi tant de personnes mentionnées dans l'acte d'accusation et nommées dans les débats, mêlées à la même affaire, appartenant aux mêmes milieux, arrêtées sous les mêmes inculpations, sont-elles demeurées dans l'ombre, en attendant d'autres procès qui se feront peut-être à huis-clos ? Serait-ce qu'on a fait un tri entre les accusés complaisants et ceux qui luttent ? Ou que l'on entend sérier les exécutions ? Ou étouffer dans l'ombre les faux complots qui ne sauraient souffrir même le clair-obscur

d'un procès sans avocats où tout est réglé d'avance? Pourquoi Koukline, Sérébiakov, Guertik, Sokolnikov, pour ne nommer que ceux-là, font-ils l'objet d'un traitement à part? Ne sont-ils pas encore à point?

Revenons à l'acte d'accusation. Il ne nous dit pas quels faits nouveaux sont intervenus, quand et comment, pour donner de cet attentat unique, objet de deux instructions approfondies et de deux procès, une explication entièrement nouvelle. Fin 1932, dit-il, les trotskistes réintégréés dans le parti Smirnov, Mratchkovski et Ter-Vaganian se rapprochent de Zinoviev, Kaménev, Evdokimov et Bakaev pour former un Comité Central d'opposition, clandestin, dans le parti. Ce Comité Central reçoit de Trotski, banni à l'étranger, la directive verbale de recourir au terrorisme individuel pour supprimer Staline et ses principaux collaborateurs. Il est aussi question de directives écrites, mais elles ont été détruites. Les agences qui, sur la foi de renseignements reçus à Moscou, ont publié qu'une lettre de Trotski, pièce capitale, figurait au dossier, ont été trompées et ont à leur tour trompé le public. Trotski et son fils, Léon Sédov — toujours selon l'acte d'accusation — envoient par la suite en Russie plusieurs terroristes qui réussissent à obtenir leurs passeports et les visas nécessaires grâce au concours de la Gestapo — ou Police secrète d'Allemagne. Ce sont : Olberg, Berman-Yourine, Fritz David, les deux Lourié qui avouent, se dénoncent et dénoncent Trotski. Zinoviev et ses co-accusés avouent avoir organisé l'assassinat de Kirov en plein accord du reste avec les directives de Trotski. Tous, excepté Smirnov et Goltzman, avouent avoir médité ou préparé des attentats contre Staline, Kaganovitch, Vorochilov, Jdanov, Ordjonikidzé, Kossior, Postychev et autres (sic). Il y aurait donc eu huit à dix attentats en préparation pendant quatre ans, sans qu'un seul ait été commis ou même sérieusement tenté. (Inculpés *uniquement* pour ces attentats qui n'ont pas eu lieu, neuf hommes ont été fusillés (2).

L'acte d'accusation, tout entier, ne repose que sur les aveux des accusés.

On s'étonne de la facilité avec laquelle les prétendus émis-

(2) Dreiser, Olberg, Pikel, Berman-Yourine, Goltzman, David, Rhetgold, Moïse Lourié, Nathan Lourié.

saies de Trotski purent pénétrer en U.R.S.S. et s'introduire jusque dans un congrès de l'Internationale Communiste. On s'étonne non moins de leur complète incapacité d'action. Nous y reviendrons, car l'histoire révolutionnaire n'a pas encore connu de pareils impotents. On s'étonne enfin que plusieurs opposants aux sympathies trotskistes assez marquées, tels que Smirnov et Goltzman, aient pu librement se rendre à l'étranger sous divers prétextes, à plusieurs reprises. Pour tout dire, j'ai nettement l'impression, moi qui sais par expérience personnelle combien il est malaisé à un non-conformiste d'obtenir un passeport pour l'Occident, que ce n'était pas sans arrière-pensée qu'on les laissait voyager...

L'accusation fixe le point de départ du complot à fin 1932. Mais c'est précisément à cette date que furent emprisonnés Smirnov, Ter-Vaganian et beaucoup d'autres anciens opposants ralliés, peut-être insuffisamment ralliés. J'eus alors, je m'en souviens très bien, et j'en avertis plusieurs amis, l'impression très nette qu'une vaste provocation se déclenchait dans les milieux d'opposition communiste à l'étranger et en Russie même. S'il y a une ombre de vérité dans l'accusation — et nous verrons à quoi elle peut se réduire — il faut bien constater que les agents secrets du Guépéou ont joué en tout ceci un rôle de premier plan et qu'une bonne moitié du prétendu complot s'est tramée dans les prisons...

### LES DEBATS

Le procès s'ouvre à la Maison des Syndicats de Moscou, dans la grande salle des colonnes, le 19 août à 12 h 10. Trois juges militaires, un secrétaire, un juge suppléant, le procureur Vychinski. Ulrich préside. Il a rang de « juriste d'armée » ; c'est un des plus vieux juges militaires et sa réputation n'est plus à faire. Passons. Les accusés commencent par renoncer au secours des avocats. Plusieurs d'entre eux, sans doute, familiarisés avec la tribune, sont fort capables de se défendre eux-mêmes (ce qu'ils ne feront pas) ; mais plusieurs autres, inconnus, dépourvus de semblables moyens, et qui ont précisément à répondre d'attentats à peine ébauchés, auraient tout intérêt à être défendus. S'il ne l'entendent pas ainsi, c'est

qu'ils ont leurs raisons. Des avocats, sans même contester les aveux de leurs clients, n'eussent pas manqué de demander au tribunal si l'intention de commettre un crime qui n'a pas été commis constitue bien devant la loi soviétique un crime passible de la peine capitale? Si la complicité par adhésion à un plan inexécuté, par promesse de concours, par ébauche de concours peut être punie aussi sévèrement qu'un crime réellement accompli? Ils eussent souligné que l'inexécution d'un crime est en tout cas une circonstance fort atténuante... Mais pour bien des raisons qui se préciseront peu à peu à notre esprit l'admission de défenseurs n'était pas possible...

Le compte rendu des débats qui a été publié n'est pas sténographique, loin de là. Il est manifestement rédigé à des fins d'agitation et d'accusation devant l'opinion publique. Les comptes rendus des journalistes étrangers, plus colorés et plus honnêtes, ne sont pas sensiblement plus clairs. Dans les *Izvestia*, toutes les fois qu'un accusé discute un point de détail, seules choses qu'ils se permettent, on écrit : « l'accusé tente vainement de contester que... ». Comment le tente-t-il, est-ce bien en vain? Nous ne le saurons pas. Par contre, les fragments de dialogues dans lesquels l'accusation a l'avantage sont donnés à peu près intégralement. Je dis à peu près, car le lecteur initié découvre à chaque instant des lacunes, des passages sans contextes, des raccords mal faits. Dans l'ensemble, les débats se réduisent à une sorte de conférence dialoguée répétant mot à mot les textes de l'acte d'accusation. Surenchère d'aveux, de petites précisions sur les rencontres, les propos tenus ou entendus, les directives reçues. On peut résumer tous ces discours en ces quelques lignes : « Oui, nous avons, nous, groupe Zinoviev-Kaménev, formé en 1932 un Comité Central (un « centre » dit-on, pour éviter de profaner les termes de C.C.) commun avec les trotskistes clandestins du parti Smirnov, Ter-Vaganian, Mratchkovski. Oui, nous avons, avec eux, reçu et approuvé la directive de Trotski, de supprimer Staline et ses principaux collaborateurs. Oui, nous avons préparé l'assassinat de Kirov et d'autres attentats qui ont échoué. Oui, nous nous repentons, nous nous rendons compte de l'oeuvre magnifique de Staline et de notre complète défaite d'opposants. Oui, nous n'avions pas même de plate-forme politique, car le triomphe de la ligne générale nous laissait banqueroutiers, il ne nous

restait pas même de principes à défendre... Oui, nous sommes les derniers des misérables, les complices de la Gestapo, les instruments du fascisme, nous méritons le châtement suprême. Oui, nous admirons maintenant le Chef génial du parti ; nous voudrions vivre pour lui, nous consentons à mourir pour lui. Un seul homme au monde est pire que nous, plus criminel, plus fasciste, plus assassin, plus vil et dénaturé : Trotski. » Un hurlement à mort monte de cette salle vers l'exilé de Norvège, monte et s'acharne avec une telle haine, une telle persévérance que toute vraisemblance en est par moments dépassée et que tout se réduit à un terrible radotage injurieux... Voilà le ton général, et cela dure, et cela dure des séances entières.

On essaie de comprendre et l'on s'y perd. Zinoviev et Kaménev sont les chefs reconnus d'une tendance dite de l'opposition de Léninegrad, qui, en 1927, pendant un an environ, s'allia à la vieille opposition trotskiste qu'elle avait persécuté auparavant. Au XV<sup>e</sup> Congrès du Parti (fin 1927), la rupture se produit, totale, entre Trotski et ses récents alliés. Trotski demeure l'opposant irréconciliable décidé à aller jusqu'au bout dans la lutte contre le régime bureaucratique. Zinoviev et Kaménev capitulent, abjurent leurs convictions de la veille, s'inclinent devant Staline. Entre ces deux attitudes — de résistance à outrance, d'offensive idéologique et de soumission totale — l'incompatibilité est absolue. Les années passent, approfondissant le fossé entre l'indomptable déporté, puis banni et les capitulards qui, s'ils murmurent dans l'intimité, continuent à se renier et à louer le Chef, deux fois encore chassés du parti, deux fois déportés, deux fois réintégréés après de nouvelles abjurations retentissantes. Dans les prisons mêmes et les lieux de déportation, les résistants et les capitulards, loin de fraterniser, s'évitent, se fuient, se redoutent. Les résistants craignent d'être mouchardés par les capitulards qu'ils raillent et méprisent et qui ne sauraient rien refuser — par principe — aux autorités ; les capitulards, traités en suspects, craignent d'être compromis par les résistants. Pendant huit ans, Trotski n'a cessé, dans ses écrits, de cribler de sarcasmes les capitulards, de souligner leur suicide politique, de l'expliquer par la dégénérescence du parti, d'y voir la pire marque de démoralisation bureaucratique. Ce n'était, paraît-il, qu'apparences, double-jeu, complot...

Et ce complot s'est tramé des années durant à travers les déportations et les prisons, les exclusions du parti et les réintégrations, sous la plus constante des surveillances...

Zinoviev et Kaménev sont des chefs du parti bolchévique qu'ils ont longtemps dirigé ; ils ont gouverné l'U.R.S.S., ce sont eux-mêmes des tribuns, des théoriciens, des hommes d'Etat. Qu'ont-ils besoin pour faire une politique ou pour décider le recours au terrorisme individuel des directives de Trotski qu'ils ont toujours jalouxé, combattu, lâché, renié ?

Cette directive leur aurait été transmise verbalement par Smirnov. Mais ici l'obscurité s'épaissit. Smirnov est un homme d'une autre qualité, son attitude mêle la fermeté dans la dénégation à l'aveu marchandé et strictement limité. Smirnov est ici le personnage capital, car, sans lui, dont l'autorité morale est à peu près intacte, le procès eût été une comédie injouable. Vieil opposant, très attaché par des liens d'amitié à Trotski, bolchévique des premiers temps du parti, il a capitulé lui aussi en 1928, pour ne pas demeurer inactif en déportation, reprendre du travail dans l'industrialisation, travailler en attendant le redressement futur du parti. Il n'a pas fait de platitudes superflues. Avoue-t-il, n'avoue-t-il pas ? Il « reconnaît avoir appartenu au centre trotskiste-zinovieviste, avoir été en relations personnelles avec Trotski, avoir rencontré Sedov — le fils de Trotski — à l'étranger en 1931, être resté en contact avec Trotski jusqu'à son arrestation en 1933, avoir reçu de Trotski par Sedov la directive de recourir au terrorisme contre les dirigeants du parti ». (Acte d'accusation.) Les comptes rendus du procès disent la même chose, mais sont tellement rédigés que... Jugez-en plutôt :

*Izvestia*, du 20 août, 2<sup>e</sup> page, 5<sup>e</sup> colonne :

« Le Procureur Vychinsky à Smirnov : Vous avez reçu de Trotski la directive de recourir au terrorisme ? — Smirnov : Oui. »

Cela semble catégorique, mais, exactement quinze lignes plus haut, l'on voit que Smirnov « tente de nier » tout ; et quarante lignes plus bas qu'il « tente de nier avoir transmis la directive... ». La scène devient étrange, on est au bord d'une révélation ou d'une rupture de quelque chose. Le procureur lit un fragment de déposition (aveux) de Smirnov à l'instruction le

13 août (et de cette seule date, il ressort que les « aveux » de Smirnov ont été obtenus au tout dernier moment, probablement sous la pression d'une affaire déjà entièrement montée et réglée). « Eh bien ? » lui demande le procureur. Smirnov se tait. Le procureur l'invite à relire lui-même à haute voix quelques lignes de sa déposition. Smirnov lit mécaniquement — et l'on passe outre. Comment n'avoir pas l'impression, devant cette scène que l'accusé a failli rompre le pacte qui le lie à l'accusateur ?

« Pendant trois heures » disent les *Izvestia* du 21 août, Smirnov s'évertue à esquisser ses responsabilités... On ne saurait avouer de plus mauvaise grâce. Il faut le réduire mot à mot. « Il cède finalement d'un oui fatigué, peut-être dédaigneux, comme s'il tenait parole à regret. Le compte rendu devient un inextricable tissu de contradictions et de raccords. La directive de Trotski n'est plus qu'une opinion personnelle émise par Sedov. Nous savons que Smirnov a avoué avoir appartenu au C.C. (le « centre ») illégal. Il paraît maintenant que non. Le procureur lui ayant demandé : « Quand donc êtes-vous sorti du centre ? ».

— Smirnov : Je n'ai pas pensé à en sortir, car il n'y avait pas d'où sortir...

— Vychinsky : Le centre existait bien ?

— Smirnov : Allons donc...

Ceci dit dédaigneusement — les mots russes sont plus significatifs — tout s'en va... Le procureur fait appel aux autres accusés. Le centre existait-il ? En chœur, ils répondent : Oui, oui, oui, oui... Et le compte rendu reprend : « Smirnov tente de nouveau de nier que... » (*Izvestia*, 22 août). Il a « avoué », rappelons-le, être demeuré en relations avec Trotski. La discussion dure un quart d'heure à ce sujet. S'y retrouve qui pourra. « J'avais deux adresses. Si c'est là être en relations... » Quand on lui demande si ses co-accusés mentent, il se tait. Il a l'air de dire : Je joue la partie, mais n'attendez pas de moi que j'y mette du zèle. Et il laisse tomber à l'égard de Zinoviev un mot plein de mépris :

— « Zinoviev parle ainsi parce qu'il est Zinoviev », et cela veut dire : celui qui capitule toujours, celui qui jamais ne résiste en face...

#### LA DIRECTIVE EXISTE

L'inquiétant Olberg, que les correspondants étrangers décrivent comme un homme jeune, élégant et désinvolte, plein d'assurance jusqu'au dernier moment, Olberg, Letton et citoyen du Honduras, qui franchissait avec tant d'aisance les frontières de l'U.R.S.S., apporte enfin la preuve matérielle que la directive terroriste de Trotski existe. Sedov la lui a fait lire en lui demandant : « Est-ce assez clair ? ». — « Dans le message qu'il écrivit lorsqu'il fut mis hors la nationalité soviétique, Trotski soutenait la nécessité de tuer Staline. » (Déposition d'Olberg, *Izvestia*, 22 août.) — Ah ! Nous sortons enfin du brouillard, nous tenons une preuve.

Ce message de Trotski à l'Exécutif des Soviets, daté de Prinkipo, 1<sup>er</sup> mars 1932, a été publié en plusieurs langues. Le voici, sous ma main, dans le numéro 27 du *Bulletin de l'opposition bolchévique-léniniste*, publié en russe, à Paris, en mars 1932 :

« Vous connaissez, écrit Trotski aux membres du gouvernement de l'U.R.S.S., Staline aussi bien que moi. Beaucoup d'entre vous, dans leurs conversations avec moi ou avec mes proches, l'ont jugé maintes fois sans illusions. La force de Staline a toujours été non en lui mais dans les bureaux : ou en lui, dans la mesure où il est l'incarnation la plus achevée de l'automatisme des bureaux... La décomposition du système stalinien se poursuit exactement comme l'opposition l'avait prévu. Vous voulez persévérer dans cette voie ? Mais il n'y a plus de chemin devant vous. Staline vous a mis dans l'im-passe. Vous n'en sauriez sortir qu'en liquidant le stalinisme. Il faut faire confiance à la classe ouvrière, donner à l'avant-garde du prolétariat la possibilité de reviser tout le système soviétique, du haut en bas, à l'aide d'une libre critique, la possibilité de le nettoyer impitoyablement des ordures qui s'y sont accumulées. Il faut enfin mettre à exécution la dernière recommandation pressante de Lénine : écarter Staline ! » (3).

(3) Quelques lignes plus haut, je note ces mots : « O certes, Staline n'a pas encore dit son dernier mot pratique. Nous connaissons son arsenal : Lénine l'avait pesé et apprécié. Mais, il n'a plus de moyens que pour la vengeance personnelle... » — On peut aussi traduire : « Eliminer Staline ». On sait que, peu de temps avant de mourir, Lénine recommanda, dans un document qu'on a appelé son *Testament*,

La directive terroriste serait donc de Lénine ? En tout cas, c'est sur ces mots que roule, après la déposition Olberg, la déposition analogue de l'accusé Goltzman. Trotski, à Copenhague, lui aurait dit : « L'essentiel est d'écarter Staline ». Le procureur insiste pour lui faire admettre que cela signifiait : tuer. L'accusé admet. Le procureur insiste encore : Trotski lui-même l'a précisé, n'est-ce pas ? L'accusé abonde dans ce sens (4).

#### TOUTE LA VIEILLE GARDE EST COMPROMISE

Que signifient ces révélations faites en pleine audience par Kaménev, Zinoviev et Rheingold, leur confident, nouveau personnage surgi pour tenir auprès des vieux chefs, des années durant, le rôle d'un écouteur très attentif et tout raconter aujourd'hui ?... On feint d'en être surpris comme si tout n'avait pas déjà été dit à l'instruction. Rheingold révèle que Sokolnikov, qu'il connaît depuis 1919, était du complot. Boukharine, Tomski, Radek étaient liés à Zinoviev par des vues communes, précisées à divers entretiens. « Tomski, dit Zinoviev, se déclara pleinement solidaire avec nous. » Zinoviev nomme aussi les anciens leaders de l'opposition ouvrière, Chliapnikov et Medvédiev et l'ancienne gauche stalinienne (Jean Sten, Chatskine, Lominadze ; ce dernier, qui fut l'un des organisateurs de la commune de Canton, dans la révolution chinoise, s'est suicidé l'année passée, au moment d'être arrêté). Kaménev renchérit en relatant qu'en 1932-34, Rykov, Tomski, Boukharine lui exprimèrent « leur sympathie ». Je cite : « Tomski me dit : Rykov pense comme moi... et Boukharine aussi, mais Boukharine, par tactique, veut conquérir la confiance des dirigeants du parti... ». Kaménev révèle tout à coup, qu'en cas d'arrestation de Smirnov et Mratchkovski,

d'écarter du secrétariat général du parti Staline « grossier et déloyal » et capable de conduire le parti à une scission.

(4) Raisonnant un moment comme le procureur Vychinsky — rien qu'un court moment, soyez rassurés ! — je saisis l'occasion d'un modeste apport à l'histoire de France. Sait-on que Victor Hugo fut un terroriste redoutable et le principal responsable de l'attentat d'Orsini contre Napoléon III ? N'avait-il pas écrit dans les *Châtiments* : « Tu peux tuer cet homme avec tranquillité ». Si l'attentat eut lieu après que ce vers eût été écrit, nul doute n'est possible ; si l'attentat eut lieu avant, ce vers n'en est que plus révélateur. Êtes-vous fixés ? — Il y a aussi le terroriste Aragon, membre du P.C., qui a écrit : « Feu sur Léon Blum... ».

les « trotskistes » Radek et Sérébriakov devaient se mettre à la tête de l'organisation terroriste. Kaménev et Zinoviev exposent que Sokolnikov devait, en pareil cas, continuer l'action terroriste pour leur tendance. En passant, les uns et les autres dénoncent des chefs de l'armée, comme Putna, attaché militaire à Londres, et des hauts fonctionnaires de la Banque d'Etat qui, en 1930, envisagèrent de créer un fonds au profit de vieux bolchéviks que l'on s'attendait à voir bannir...

Un autre compagnon de Lénine, Ivar Smilga, emprisonné depuis 1933, est incidemment nommé. Il apparaît que toute la vieille garde bolchévik, les hommes du Comité central de la révolution d'Octobre, les chefs et les plus grands combattants de la guerre civile, les vrais fondateurs de l'U.R.S.S., tous ont souhaité, voulu, préparé la mort du Chef génial et bien-aimé... Les numéros des *Izvestia* qui publient ces grosses révélations sont signés « N. Boukharine, rédacteur responsable ». Le numéro du 21 août, dans lequel la complicité du « trotskiste » Radek est publiée, renferme un long article de Radek, qui n'est qu'une invective forcénée contre Trotski et qui réclame « pour toute cette bande d'assassins sanguinaires la peine de mort qu'ils ont cent fois méritée ». Le numéro du 23 août, toujours signé du rédacteur responsable Boukharine, réclame en manchette « que l'écheveau de crimes soit démantelé à fond par une enquête sur les attaches de Rykov, Boukharine, Ouglanov, Radek et Piatakov avec le Centre terroriste... ». Il pleut des résolutions impitoyables votées dans les usines, exigeant cette enquête et le procureur Vychinski, obéissant à la voix des masses, annonce qu'elle est ouverte...

Le procès change de physionomie : c'est désormais celui de la vieille garde bolchévik tout entière, moralement détruite avant de l'être physiquement, obligée de se désavouer, de s'accuser, de se suicider... Après trois jours d'âpres discussions dans sa cellule du parti, le vieux Tomski, traqué par des dénonciateurs qui l'injurient en phrases de meetings, le traitent de complice des chiens sanguinaires, retournent contre lui ses moindres paroles, rentre chez lui et met fin à ses jours. C'est une fin digne. Situation sans issue. Faire la lumière ? Impossible. Se défendre ? Impossible et à quoi bon ? Subir ce jeu affreux du chat et de la souris. Avouer ce qu'on exige que vous avouiez,

se désarmer, s'humilier encore ? Pourquoi, pour qui ? Tout est fini, la réaction est bien la plus forte, adieu révolution. Tomski s'est tué le 23, le jour même de l'ouverture d'une instruction contre lui (5).

#### « TROTSKI-GESTAPO »

Plusieurs comparses (Bermann-Iourine, Fritz David, les deux Lourié, Olberg) affirment à l'unisson s'être rendus en U.R.S.S. sur les instructions de Trotski, pour commettre des attentats qu'ils n'ont point commis. Des agents de la Police politique allemande — la Gestapo — leur ont facilité le voyage. Il y avait d'ailleurs à Moscou un terroriste, policier allemand. Zinoviev et Trotski ont connu et approuvé le contact établi avec la Gestapo.

Ici, l'on comprend pourquoi la présence des avocats était impossible. De simples questions étaient à poser, mais qui pouvaient mener très loin. Un avocat eut pu demander à l'accusé Berman-Iourine :

— Vous affirmez avoir vu Trotski à Copenhague en 1932. Portait-il la barbe à cette époque ? Pouvez-vous décrire l'hôtel, le vestiaire, la pièce, donner un détail vérifiable ? (6).

Si quelques données de l'accusation avaient été publiées simplement huit jours à l'avance, Trotski lui-même eut pu poser dans la presse étrangère des questions de ce genre, offrir de déposer devant des commissions rogatoires. Mais l'acte d'accusation ne fut rendu public que le jour de l'ouverture du procès dont l'instruction avait été tout à fait secrète...

Et maintenant, les accusés-accusateurs sont morts.

Sur les attentats qu'ils prétendaient avoir ébauchés, on ne

(5) Aux dernières nouvelles, l'instruction ouverte contre Rykov, Boukharine, Radek, Piatakov, Ouglanov qui, tous, occupent encore des postes gouvernementaux, mise en veilleuse, par crainte, écrit un correspondant étranger à Moscou, de répercussions fâcheuses dans le mouvement ouvrier des autres pays, est close par un non-lieu. Ainsi quand Zinoviev et Kaménev accusent Trotski et s'accusent eux-mêmes ils disent si vrai qu'on les fusille ; mais quand ils accusent Radek et Boukharine ils mentent ?... Et le suicidé Tomski était donc innocent, lui aussi ?

(6) Une de ces entrevues aurait eu lieu, d'après l'un des inculpés, à l'hôtel Bristol. Or, on m'écrit qu'il n'y a pas d'hôtel Bristol à Copenhague !

leur demande guère d'explications. Berman-Iourine devait tirer sur Staline au treizième plénum de l'Exécutif de l'Internationale Communiste ; mais il ne réussit pas à se procurer une carte d'entrée. C'est tout pour un attentat. Fritz David, lui, réussit à pénétrer au VII<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, mais il n'eut ni la possibilité d'approcher le Chef, ni la résolution de tirer. Il déclare pourtant « être demeuré dans des dispositions favorables au terrorisme » jusqu'à son arrestation. Et c'est le deuxième attentat. Nathan Lourie dit avoir aperçu dans la rue l'auto de Vorochilov ; il estima qu'il était insensé de tirer sur une voiture filant à toute allure. Et c'est le troisième attentat. A Tchéliabinsk, par la suite, il eut l'intention de se rendre dans une usine où devaient parler Kaganovitch et Ordjonikidze, pour tirer sur eux. Quatrième attentat. Puis, à Léninegrad, il pensa tirer sur Jdanov, à la manifestation du 1<sup>er</sup> mai, mais se trouva trop loin. Cinquième attentat. A Gorki, Olberg ne put que « dresser le plan d'un attentat » que l'arrestation l'empêcha d'exécuter... Sixième attentat...

Tout ceci nous est conté dans un pays où la technique du terrorisme individuel fut poussée à sa perfection sous l'ancien régime, par le parti socialiste-révolutionnaire, ayant à la tête de ses organisations de combat des hommes comme Guerchouni et Boris Savinkov. Dans tout ceci, si les aveux ne sont pas de pure complaisance, nous voyons des hommes entrés en Russie de la façon la plus suspecte, qui se crurent peut-être vraiment chargés de missions terroristes par des trotskistes ou Trotski (et pourquoi, après tout, ne leur aurait-on pas fait voir un Trotski assez ressemblant ?), qui sont en tout cas toujours arrêtés avant d'avoir pu esquisser un geste pour passer des intentions aux actes... Sont-ils des agents provocateurs ou des victimes d'agents provocateurs ? Je ne me charge pas de formuler des hypothèses sur ce terrain glissant, mais tout indique le rôle capital de la provocation dans leur prétendue activité.

Rappellerai-je ici quelques précédents ? En 1928, à Moscou, Léninegrad et ailleurs, des organisations d'opposants tentèrent de lutter : elles furent toutes détruites en peu de temps par la provocation. Pour achever de démoraliser le mouvement, des agents provocateurs créèrent ensuite de toutes pièces des groupe-

ments d'opposition qui, naturellement, capitulèrent bientôt bruyamment. A Léninegrad, ce fut l'œuvre d'un certain Michel Tverskoy. A Paris, le représentant de l'opposition russe, un fonctionnaire de la Légation soviétique, était un agent provocateur.

En 1926 et 27, le leader monarchiste russe Choulguine entreprit en U.R.S.S. un voyage illégal dont il rapporta un livre plutôt favorable au nouveau régime, intitulé « Trois Capitales ». Toutes les personnes qu'il avait visitées furent arrêtées après son passage et beaucoup fusillées, car son voyage avait été organisé dans ses moindres détails par un service du Guépéou.

En 1930, les accusés du procès dit des menchéviks, soutinrent avoir vu à Moscou le leader des social-démocrates russes, Abramovitch, à une époque où ce dernier se faisait photographe à Hambourg avec d'autres membres d'un congrès socialiste international. Ou ils mentaient ou ils avaient vu un faux Abramovitch ; dans les deux cas, la provocation ou la machination jouent le rôle décisif. Les faits auxquels je fais allusion sont notoires.

#### TENEbres

Les « Possédés » de Dostoïevsky, caricatures de révolutionnaires conçues par l'analyste des plus sombres profondeurs de l'homme, sont en tout cas de blêmes gamins à côté des régisseurs et des acteurs de ce drame. Surtout les régisseurs, car les acteurs sont au fond des victimes mues par des ressorts très simples. Il y a des épisodes dont on tire un parti invraisemblable, cauchemar sur cauchemar. La vérité a des limites, l'invention n'en a pas. Un secrétaire de Zinoviev, nommé Bogdan, s'est suicidé naguère en protestant contre les persécutions subies dans le parti : des accusés, ses amis, avouent l'avoir poussé au suicide, en exigeant de lui cette déclaration, parce qu'il avait refusé de tirer sur Staline après l'avoir promis. Qui croira que Zinoviev, si préoccupé de se terrer dans l'illégalité la plus profonde, ait désigné pour un acte terroriste son secrétaire ? N'est-il pas beaucoup plus plausible d'admettre qu'on cherche après coup à expliquer un suicide qui émut les milieux dirigeants du parti ?

## COMPLAISANCE DES VICTIMES

Quand on leur demande quels mobiles les ont fait agir, les accusés répondent : Le sentiment de notre défaite et du triomphe de Staline. Kamenev, vieil intellectuel à cheveux blancs, le plus fin des politiques qu'il y ait là et peut-être l'homme d'Etat le plus authentique qu'il y ait encore en Russie, répond, comme il est entendu d'avance qu'il répondra, cela crève les yeux :

« — La soif du pouvoir personnel. »

Sauf Smirnov qui se tait, tous disent : Nous n'avions pas de plate-forme, pas d'idéal, nous n'étions que des misérables mûs par la haine du Chef dont la grandeur s'est enfin révélée à nous...

Et le seul mot qui devrait être sur toutes les lèvres, qui à lui seul implique une accusation capitale, une plate-forme de combat, une explication suffisante du procès, le mot *bureaucratie* n'est pas une seule fois prononcé ! Ici éclate la complaisance des victimes. Toutes les oppositions, nettes ou larvées, dressées à la résistance dans les prisons ou résolues à s'avilir pour tenir dans le parti, toutes considèrent la bureaucratisation du régime comme la perte de la révolution, la dégénérescence et la mort du parti, la perte du pouvoir pour le prolétariat. Tous les hommes politiques qui sont sur le banc des accusés l'ont maintes fois dit et écrit. Staline n'est pour eux que l'incarnation de la bureaucratie qui les écrase pour liquider la révolution prolétarienne. Mais, fidèles aux engagements pris, ils se taisent. Aucune question politique n'est posée. Le mot révélateur, personne ne le dira.

Et l'on comprend pourquoi pas un opposant vrai — pas un trotskiste authentique — ne figure au procès. Il y en a pourtant pas loin d'un demi-millier, en captivité depuis une huitaine d'années. Pas complaisants du tout ! Capables de se laisser mourir de faim, comme Boutov et Solntsev, plutôt que de signer des aveux ordonnés. Il y en a d'inculpés dans les affaires connexes à celle-ci, car on veut s'en débarrasser, mais ils seront étranglés dans l'ombre, on ne leur permettra pas, n'en doutez point, de s'expliquer si peu que ce soit devant

les journalistes étrangers. Car ils se feraient accusateurs, ils prononceraient contre le régime bureaucratique de tels réquisitoires que toutes les savantes combinaisons de Fouché s'écrouleraient comme châteaux de cartes. « Le pouvoir personnel ? — diraient-ils. Vous voulez rire. Vous ne savez donc pas comment nous nous en foutons ? Nous avons renoncé aux sinécures des bien-pensants depuis un moment déjà. Parlons de choses plus sérieuses. Qu'avez-vous fait des salaires ? Que sont devenus les syndicats ? Quelle est la condition du paysan ? Que devient la liberté d'opinion des travailleurs ? Y a-t-il encore des Soviets ? Quels sont leurs droits ? Qui substitue à l'Etat-Commune que nous avons voulu avec Lénine, l'Etat-prison ? Croyez-vous qu'un grand peuple qui a fait une révolution comme la nôtre puisse vivre longtemps bâillonné, dans une camisole de force ? Pourquoi étranglez-vous la génération d'Octobre ? Quelle guerre préparez-vous pour défendre le traité de Versailles ? ».

Ils eussent même pu ajouter :

« Terroristes, nous ? Si nous pensions devoir recourir à cette arme des vieux partis petits-bourgeois, croyez-vous que nous n'oserions pas le dire ? — et le faire ? Si Mratchkovski, qui s'accuse aujourd'hui, avait été un terroriste, Staline serait-il vivant ? Mratchkovski entrerait librement chez lui et Mratchkovski a suffisamment montré sur les champs de bataille qu'il sait voir le sang et la mort en face.

« Votre Chef génial n'est pour nous que le plus rusé des fossoyeurs de la révolution, l'incarnation la plus réussie de la médiocrité bureaucratique. Il ne vaut pas la balle qu'il mérite, n'étant rien par lui-même, rien que l'homme représentatif de la bureaucratie qui le remplacerait en une campagne publicitaire de vingt-quatre heures. C'est le système bureaucratique qu'il faut renverser et quelques brownings n'y peuvent rien ; la classe ouvrière le renversera tôt ou tard, quand elle sortira de sa dépression. Ce jour-là, nous serons avec elle, sans oublier le brownings, pour défendre les cités ouvrières contre vos cosaques. Ce sera le grand jour des masses. »

Ce langage, je ne l'invente pas. On le trouve dans tous les documents écrits de l'opposition depuis dix ans et plus.

## L'ACCUSATION DE DEFAITISME

Le réquisitoire employa plusieurs heures à revoir les mêmes données sans rien n'y ajouter sauf une incursion malencontreuse dans le domaine politique. Pour mieux prouver que Trotski, dans ses instructions données aux émissaires qu'il envoyait en U.R.S.S. (nous savons lesquels...) préconisait le défaitisme en cas de guerre, le procureur Vychinski s'exclame... Ici, je traduis, car c'est trop réussi :

« Mais peut-être est-ce, tout ceci, invention, imagination, bavardage creux d'accusés cherchant à charger le plus possible autrui pour obtenir un adoucissement à leur propre sort ? Non. Ce ne sont pas des inventions, ce ne sont pas des fantaisies. C'est la vérité ! Qui ne sait que Trotski formula il y a quelques années, avec les accusés Zinoviev et Kaménev, sa thèse Clemenceau, disant qu'il attendrait, en cas de guerre, que l'ennemi fût à 80 kilomètres de la capitale pour prendre les armes contre le gouvernement des Soviets et le renverser ? C'est un fait historique. On n'y échappera pas. Et c'est pour quoi il faut reconnaître que les dépositions de Berman-Iourine et de Fritz David correspondent, dans ces parties, à la vérité... » (*Izvestia*, 23 août, 2<sup>e</sup> page, 8<sup>e</sup> colonne). Le c'est pourquoi que j'ai souligné est vraiment très fort. Mais qu'est-ce que la thèse Clemenceau, « thèse défaitiste et insurrectionnelle » ? Clemenceau fut-il défaitiste et prit-il les armes contre le gouvernement de la France ?

Interrogé en 1927 sur l'attitude que l'opposition observerait en cas de guerre à l'égard de la bureaucratie dirigeante, Trotski répondit en substance : « Nous ferions ce que fit en France Clemenceau contre Poincaré. Les Allemands étaient à Noyon, on perdait la guerre, mais la critique de Clemenceau ne désarmait pas pour cela, au contraire. Nous critiquerions sans merci un gouvernement qui ne pourrait que saboter la défense de la révolution, nous finirions par mettre les bureaucrates à leur place et à faire la guerre en révolutionnaires ». L'opposition, à ce moment, excluait tout recours à la violence ou à l'action des masses, elle se cantonnait dans le parti et se trouvait l'instrument d'une réforme du régime. Il fallut la bâillonner pour faire impunément de la « thèse Clemenceau »

une thèse défaitiste et insurrectionnelle. Nous voici fixés sur la valeur des arguments politiques du procureur.

« L'assassinat, dit-il, est le seul programme de ces gens-là en politique intérieure... » Mais, par incidences, le fond de son argumentation transparait et nous apprenons des choses singulières. Ter-Vaganian avoue avoir reçu de Trotski la directive de « combattre âprement la direction du parti » ; on lui a fait reconnaître par la suite qu'*âprement* voulait dire : par le terrorisme. C'est encore le procédé logique qui permet de faire admettre à un accusé menacé de mort que le mot *écarter*, prononcé par Lénine, veut dire *tuer*, quand il est transcrit par Trotski.

« ...CHIENS ENRAGES... »

Nous ne saurons décidément pas ce qu'a avoué Smirnov. Le réquisitoire dit textuellement : « Smirnov nie avec le plus d'obstination. Il a seulement reconnu avoir été un des dirigeants du centre illégal trotskiste... Encore l'a-t-il avoué sous une forme humoristique... ». « J'ai pourtant toutes les raisons, continue le procureur, de soutenir qu'il a avoué ce qui suit » — et c'est d'avoir transmis une directive terroriste qu'il nie donc avoir transmise... On entrevoit le procédé d'analyse logique, où la logique est d'ailleurs très spéciale, qui sert à élaborer de tels aveux. « Vous avouez être trotskiste, or trotskiste signifie défaitiste et terroriste ; vous avouez donc être défaitiste et terroriste... » Smirnov est gênant. Emprisonné près de deux ans avant l'affaire Kirov, comment l'inculper ? Le procureur lui consacre plus d'une heure. Et tout à coup, par quelques mots de sa péroration, nous apprenons que les accusés on dit à l'audience une foule de choses que l'on ne retrouve pas dans les comptes rendus publiés, qu'ils ont fait allusion au terrorisme du grand parti de la Volonté du Peuple qui exécuta Alexandre II en 1881. N'ont-ils pas rappelé que le frère de Lénine, Alexandre Oulianov, fut pendu en 1887 pour avoir participé à un complot contre Alexandre III ? Ici, Vychinski élève la voix. « Ces comparaisons ne soutiennent pas la critique. Bolchéviks, nous avons toujours été les adversaires du terrorisme individuel, mais nous rendons hommage à la sincérité et à l'héroïsme des terroristes de la Volonté du Peuple... Mais

vous, vous êtes une bande de contre-révolutionnaires fiéffés, vous représentez l'avant-garde de la contre-révolution internationale contre l'avant-garde de la révolution mondiale! Vous vous êtes dressés contre la liberté et le bonheur du peuple!... — J'exige, camarades juges, que ces chiens enragés soient fusillés du premier au dernier! »

Les journaux paraissent ce jour-là avec de gros titres en première page : *fusiller les chiens enragés!*

Les accusés se lèvent maintenant, l'un après l'autre, pour prononcer leurs dernières paroles. Ce sont de nouveaux réquisitoires contre eux-mêmes, contre Trotski, de nouveaux actes de contrition passionnés devant le parti et son chef. Ils proclament qu'ils ont mérité la mort, qu'ils ne méritent aucune indulgence, qu'on doit les fusiller, qu'on fera bien de les fusiller! Evdokimov s'exclame : « Nous avons été des bandits, des assassins, des fascistes, des agents de la Gestapo. Je remercie le procureur d'avoir réclamé pour nous la seule peine que nous méritons. » Dreiser, Rheingold, Bakaev tiennent le même langage. Bakaev, bouleversé, se penche sur Zinoviev, vieilli, maigri, la crinière molle et lui reproche de les avoir tous menés là... Pikel disserte sur les erreurs idéologiques de Zinoviev, rappelle qu'il fut lui-même procureur et collabora en cette qualité avec Ulrich qui le juge ce soir, et tout à coup se lance dans un éloge exalté du projet stalinien de Constitution qui lui a révélé « l'âme véritable du bolchévisme... ». Kaménev et Zinoviev dénoncent une fois de plus le trotskisme — en quoi ils sont probablement sincères, ayant passé une grande partie de leur vie à le combattre — proclament leur indéfectible attachement au parti, renouvellent leurs aveux, disent leur honte d'être là à côté de louches personnages sortis d'officines policières, tels que les Olberg, Berman-Iourine, David, Lourié. Et ici encore ils doivent être pleinement sincères. « J'admire mes fils, dit Kaménev, d'employer leur vie à défendre notre grand Staline! » Il s'indigne en passant de ce que la presse étrangère exploitera ce procès... « J'ai cinquante-quatre ans et je n'ai pas peur de la mort. N'ayant pas su vivre pour servir la révolution, je suis prêt à la servir en mourant. » Et ces paroles, pour moi, rendent un son plein, elles sont vraies. Zinoviev prend sur lui toutes les responsabilités des complots. Goltzman, qui a une physionomie d'homme d'affaires empâté, parle avec mépris des gredins

fascistes, ses co-accusés, et ajoute qu'il ne demande aucune clémence. Comme tous ces comptes rendus sont sommaires et frelatés, il est difficile d'y démêler le sens véritable des mots. Goltzman s'est tenu dignement, il semble avoir été un opposant en réalité. Ses derniers mots soufflèrent peut-être les agents provocateurs et disent clairement qu'il n'attend rien des juges. Les comptes rendus des dernières paroles de Smirnov sont aussi singuliers. D'après les journaux soviétiques, il se blâme d'avoir repris la lutte contre le parti en 1931, nie toute responsabilité dans ce qui a pu être fait depuis son arrestation (et rien n'a été fait avant...), invite ses camarades à rompre avec le trotskisme « car notre pays n'a pas d'autre chemin que celui qu'il suit, n'a pas et ne peut pas avoir d'autres dirigeants que ceux que l'histoire lui a donnés... ». Réticente admission des faits accomplis... « J'accepte à l'avance le verdict de mon parti. »

Les Olberg, David et autres implorent la clémence des juges.

#### AMBIANCE

Dès avant le procès, une campagne a commencé dans les usines où les secrétaires du parti font voter d'enthousiasme des résolutions exigeant la peine de mort pour les ennemis du peuple. On publie des comptes rendus de ce genre, tous les journaux en sont inondés :

« A la fabrique d'automobiles Staline, de Moscou, l'ouvrière sans parti Seménova dit : « Les monstres trotskistes-zinovievistes ont tenté d'assombrir notre vie heureuse... Nous exigeons qu'on les anéantisse, ils ne doivent plus ramper sur notre terre! ». L'écrivain comte Alexis Tolstoï, émigré blanc au début de la révolution, tient un langage analogue à l'assemblée des gens de lettres de Léninegrad. La petite Eva Néroubina, écolière à Staline, écrit un poème qui se termine par ces mots : « Fusillons-les comme des chiens. » et qui, transmis par téléphone le jour même aux *Izvestia* est tiré à plus d'un million d'exemplaires. Du fond de l'Extrême-Orient, par le télégraphe, on communique que les vieux ouvriers chinois Chi-Gang-Li et Dzian-Liang-Siay déclarent : « Trotski est un chien! ». Une ouvrière de Tchéliabinsk s'écrie : « Nous aimons notre grand Staline comme un fils premier-né, comme un père chéri... Je ne demande qu'une chose : écrasez ces monstres! ». Les mineurs de la houillère

Staline écrivent au « Grand Chef du grand peuple, à l'ami et au maître bien-aimé, à l'espérance de l'humanité laborieuse, Joseph Vissarionovitch Staline » qu'il faut « avec une vigilance décuplée dénicher et anéantir ces misérables ». L'éditorial des *Izvestia* du 23 août, probablement rédigé par Boukharine, affirme qu'« ils n'ont rien dans l'âme si ce n'est une haine bestiale, mûrie en dix années, contre notre soleil Staline et son génie victorieux de l'impureté contre-révolutionnaire » — « Il n'y aura pas de pitié! ». (Le verdict n'est pas encore prononcé, remarquons-le, au moment où l'organe officiel du gouvernement l'affirme si catégoriquement...) « Le peuple entier exige que... ces chiens enragés soient fusillés du premier au dernier! » Ces mots reviennent partout, lancinants. Sans doute le Chef les a-t-il prononcés et approuvés pour la propagande. Lui-même en ces jours est devenu à la fois « notre soleil » et « notre père bien-aimé » comme l'appellent les membres actifs du parti réunis à Moscou et des paysans dans un message... Les journaux déclenchent une campagne analogue pour l'enquête à pousser à fond, impitoyablement, sur la complicité des autres compagnons survivants de Lénine, Boukharine, Rykov, Ouglanov, Radek, Piatakov. Il n'est plus question de Tomski, comme si l'enquête sur son cas devenait superflue. Les professeurs Spersanski, Lavrentiev, Oberhardt, Razenkov — et autres — supplient Staline de ne pas oublier « qu'il est pour la science un chef, un père bien-aimé, un drapeau... » — « Ce sont des bêtes à face humaine », dit un ouvrier de Lipetzki, « il faut les traiter en bandits... » L'académicien Komarov est aussi de cet avis. Frédéric Adler, de Broukère, Citrine, Schaevensels, ayant, au nom de l'Internationale Ouvrière Socialiste et de l'Internationale Syndicale, envoyé au gouvernement soviétique un bref télégramme demandant pour les accusés des garanties de justice considérées comme normales dans les pays civilisés, sont traités de complices des terroristes et de la Gestapo par la *Pravda* et les *Izvestia*. « Ne peuvent prendre la défense de ces gredins — les accusés — que des salauds qui ont perdu toute conscience et acceptent volontairement le rôle honteux de démarcheurs du chef de la Gestapo, Himmler. » En Russie, Adler et de Broukère n'échapperaient pas, comme « complice des chiens sanguinaires » à dix ans de réclusion. Huit académiciens et quinze professeurs réclament la mort et louent le « grand sage aimé,

notre Chef... ». L'artiste émérite de la République, Klimov, écrit, ravi d'avoir lu les vers de l'écolière Eva Néroubina : « Oui, fusillons-les comme des chiens... ». L'ouvrier Stépanov déclare : « J'ai soixante-dix ans et je travaille depuis cinquante-deux ans dans cette fabrique... ». Du haut de son demi-siècle de servitude, il demande qu'on anéantisse ces scélérats si bien qu'il n'en reste pas trace. Ancien ambassadeur des Soviets, un des hommes d'Octobre, un des bons combattants de la guerre civile, un des vieux amis de Trotski, un des opposants de 1923-27, cet Antonov-Ovséenko, qui le premier entra dans le palais d'Hiver à la tête des marins, écrit que « dès 1928, quand il eût reconnu sa faute, il se déclarait prêt à fusiller ses amis politiques de la veille ». Piatakov, ancien opposant lui aussi, Racovski, lié à Trotski par vingt ans d'amitié, déporté pendant sept ans, rallié d'hier, adorent le Chef et réclament en termes qu'on rougirait de citer, la mort de leurs anciens camarades...

Une résolution de mort, votée dans les usines, proclame que « la vie de notre chef Staline est la vie la plus précieuse pour l'humanité ». Le rédacteur des *Izvestia* écrit dans son éditorial du 24 août que « l'humanisme véritable, le seul humanisme est dans la défense du régime qui, sous la direction du grand Staline, assure à des millions d'hommes la vie nouvelle, la vie libre ». Et de conclure en citant une phrase opportune du « grand humaniste prolétarien Maxime Gorki : Si l'ennemi ne se rend pas, on l'abat » (7).

Qui oserait sous le feu de cette artillerie totalitaire s'abstenir au vote d'une résolution ? pour disparaître la nuit même, comme un complice de Frédéric Adler, de de Bouckère, de la Gestapo, des terroristes ? A Rostov-sur-Don, le professeur de sociologie Khalilov dit devant ses élèves qu'il trouvait ce procès « singulier ». Cela parut suspect, le mot fut rapporté où il sied, un journal du 1<sup>er</sup> septembre a annoncé, en relatant cet incident, l'arrestation de ce « terroriste-trotskiste... ».

#### L'EXECUTION

Le verdict est rendu le 24 août, à deux heures du matin,

(7) Gallffet s'inspira manifestement de cette maxime avant que le grand humaniste stalinien ne l'eût formulée. Et certains généraux espagnols la reprennent aujourd'hui à leur compte...

tel qu'il fallait s'y attendre : la mort pour tous. D'après la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1934, les verdicts de mort prononcés dans les affaires de terrorisme sont sans appel ni recours et doivent être exécutés séance tenante. Les Seize écoutent, impassibles ; plusieurs même — des comparses douteux — ont, d'après les journalistes « l'air dégagé ». « Je n'oublierai jamais, écrit le correspondant du « Daily Telegraph », l'expression de Zinoviev, la tête baissée, les mains jointes comme pour la prière, pendant qu'Ulrich lisait la sentence d'une voix sèche, par petites phrases saccadées... » Va-t-on, cette lecture terminée, conduire directement les victimes au lieu de l'exécution ? Non, un délai de 72 heures leur est imparti, à titre exceptionnel, et illégal, pour adresser un recours en grâce à l'Exécutif des Soviets. Goltzman s'y refuse, les autres signent. L'Exécutif, c'est le vieux Kalinine, leur camarade de naguère, qui, lui-même, prend ses ordres chez Staline. Sans doute, le Chef juge-t-il habile de n'en point donner, mais comme il ne donne point l'ordre de grâce, la sentence de mort devient exécutoire. Nadiédja Constantinova Kroupskaya, d'après certaines relations, écrit à Staline, pour lui demander la grâce d'hommes qu'elle connaît depuis de si longues années ; il lui fait répondre qu'il ne saurait faire pression sur la plus haute magistrature de l'Etat. Vraiment, il ne saurait... Cette timide intervention, la veuve de Lénine l'expiera bientôt, en signant un hideux pensum sur l'exécution des terroristes. « Il le faut, Nadiédja Constantinovna, car la presse socialiste se sert de votre nom... » Pauvre femme.

Et l'Exécutif ayant repoussé les recours, l'exécution a lieu à l'aube du 25, avant même l'expiration du délai légal. La raison de cette précipitation semble être dans la crainte d'intercessions étrangères.

Le « Corriere della Serra » publiait, quelques jours plus tard, un récit dramatique de l'exécution. Le voici en substance. Les condamnés furent réveillés à quatre heures du matin et conduits sous escorte de quatre-vingts gardiens dans une courte de la prison de l'ancienne Loubianka. Le président du tribunal, Ulrich, les y attendait, qui leur fit connaître le rejet du recours en grâce. Puis, deux par deux, ils furent placés face au mur et abattus par des feux de salve. Après l'exécution des deux premiers, Zinoviev perdit connaissance et il fallut, pour l'exécuter debout, le suspendre par les mains à un anneau de fer

encastré dans la muraille. Kaménev demeura impassible et ne dit mot. Les comparses accablaient le tribunal, les bourreaux et Staline d'injures, criant qu'on leur avait promis la vie sauve s'ils jouaient les rôles qu'on leur imposait. L'exécution dura dix-huit minutes. Les cadavres, jetés dans un camion, furent enterrés aux environs de Moscou, dans une fosse commune.

Ce récit, bien qu'en apparence vraisemblable, est certainement faux. Les courtes de la Loubianska, où j'ai fait quelques promenades surveillées, sont tout à fait impropres à une pareille tuerie, qui eut troublé la vie de la prison et d'une partie de Moscou. Il est en outre inadmissible que les dirigeants aient donné à plusieurs dizaines de témoins et d'acteurs, hommes de troupes surtout, l'occasion d'entendre les dernières exclamations ou protestations des victimes. Cette raison-ci est la plus décisive. A n'en pas douter, l'exécution a eu lieu sans témoins, dans une cave de la prison intérieure, par les procédés habituels.

Le condamné est appelé la nuit à l'interrogatoire — c'est le terme consacré pour tous les déplacements. Il ne sait pas où il va, le gardien ne sait pas où il le conduit. L'ascenseur le descend au rez-de-chaussée. Là, quand on lui fait prendre un escalier de ciment puissamment éclairé, il peut comprendre... Il suit un couloir de ciment bordé de rigoles. Il ne sait rien ; il ne savait même pas, d'habitude, quand le Guépéou appliquait administrativement la peine de mort, qu'il était condamné à mourir. Un homme — qui ne sait, lui, qu'une chose et c'est qu'il doit tuer celui qu'on amène — surgit à pas feutrés derrière lui et lui envoie une balle dans la nuque. Les chasses d'eau jouent, le corps roule dans une trappe ou est poussé dans un réduit. Au suivant ! Il se peut qu'on n'ait même pas jugé nécessaire d'apprendre aux Seize le rejet du recours. Appelés par surprise, avant l'expiration des délais légaux, ils n'ont saisi qu'à la dernière minute ; mais à cette dernière minute, ils ont aperçu bien des choses ; et peu d'hommes sont morts avec une aussi effroyable amertume — trahis et joués... Pas de témoins ; la cave étouffe les bruits ; quelques exécutants sûrs agissent sans rien savoir de précis. Le silence, le secret. J'étais enfermé à la Loubianska quand y furent exécutés les trente-cinq fonctionnaires du Commissariat de l'Agriculture d'une bizarre affaire de sabotage et d'intelligence avec la Pologne

(mars 1933). Aucun bruit ne troubla le silence de la prison parfaite.

#### ALLEGRESSE...

Les journaux du 25 donnent, en première page, les portraits souriants des Chefs à l'aérodrome de Touchino, où a lieu une fête de l'aviation. En caractères minuscules, dans le quatrième angle de la quatrième page, sous la rubrique des divers, un entrefilet précise que la justice a suivi son cours.

« Depuis que c'est fait, écrit la *Pravda*, on respire mieux, l'air est plus pur. Nos muscles acquièrent une vigueur nouvelle, nos machines marchent plus allègrement, nos mains sont plus prestes... On va noter de nouveaux records industriels... ». On ne savait pas encore que le sang graisse si bien les machines...

Les *Izvestia* disent qu'une « tempête d'approbation passe sur le pays ; par millions, les travailleurs remercient le Tribunal Suprême ». Leur volonté est accomplie ! La doctoresse Sophie Bortman, médecin d'enfants, n'avait-elle pas écrit : « Pas de pitié pour les ennemis du peuple ! ». Le gouvernement a écouté la doctoresse. Les travailleurs du théâtre dramatique du nom de Gorki approuvent. Des paysans de Voronège approuvent. « Vive le grand ami, le père et le maître de tous les travailleurs... ».

La *Pravda des pionniers* exprime la joie des enfants. La colonie N° 5, formée d'orphelins abandonnés, remercie les « tchékistes aimés » d'avoir fusillé les bandits et déclare : « Ce verdict est le nôtre ». Des gosses, garçons et fillettes de huit et dix ans, s'exclament avec joie : « Que ces chiens crèvent ! » — « Ah, que nous eussions voulu les fusiller nous-mêmes ! » Et ils envoient un message d'affection au Chef bien-aimé.

Alexis Stakhanov exulte. Mary Sobav, membre des jeunesses communistes, fille d'un ouvrier américain, raconte, devant un auditoire d'ouvriers de Rostov, que sa mère et elle-même, en entendant un haut-parleur annoncer le verdict, n'y tinrent plus et battirent des mains. « Si grande fut la satisfaction de cette honnête famille prolétarienne ». Les écrivains sont contents. Les artistes applaudissent. L'ouvrière Evdokimova, de la fabrique *Commune de Paris* (Moscou) s'exclame, heureuse : « Ces chiens

sont morts comme des chiens ! ». (On a justement fusillé un Evdokimov.) Des Stakhanoviens déplorent que Trotski soit vivant. L'académicien Williams estime que le verdict était « dicté par les nobles sentiments de l'humanisme prolétarien et dans l'intérêt du bonheur et de la liberté de millions de travailleurs ».

Pourquoi faut-il qu'un social-démocrate vienne assombrir le clair souvenir de cette inoubliable journée ? Le professeur Tandler, médecin viennois, réfugié à Moscou, est mort du cœur, en apprenant l'exécution. On reconnaît bien là toute la débilité d'une nature petite-bourgeoise... Ce devait être, au fond, un « ennemi masqué »...

#### UNE LUEUR

Le correspondant de l'agence Havas, ayant assisté au procès donne son opinion en termes circonstanciés. Il estime que les accusations et les aveux ne sont pas entièrement dénués de fondement ; mais qu'on ne saurait dire jusqu'à quel point les accusations sont fondées ; et qu'en tout cas, l'élément de vérité qu'elles contenaient a été largement exploité à des fins définies...

Si tripataillés que soient les comptes rendus officiels du procès, le lecteur qui connaît les hommes, leurs idées et leurs luttes, y découvre vite le peu de vérité qu'il y a dans toute cette affaire. Les vieux bolchéviks vouaient — et vouent — à Staline, qu'ils redoutent encore plus qu'ils ne l'honorent par ordre, une haine noire, à base de ressentiment, de crainte, d'hostilité politique. Ils avaient beau capituler devant lui, ils ne pouvaient se rencontrer en tête-à-tête sans murmurer, sans se demander comment cela finirait, que faire, que faire, désespérément, pour sortir de cette impasse ?

Tout le faux complot laborieusement bâti par des inquisiteurs s'éclaircit, quand on rouvre un document bien authentique, daté du 11 juillet 1928. Ce sont des notes rédigées par Kaménev, à l'intention de Zinoviev, alors exilé à Voronège, sur des entretiens avec Boukharine. (L'opposition trotskiste en eut connaissance et les publia en tract.) Boukharine est venu, bouleversé, « frémissant, les lèvres tremblantes » ; il semblait être « aux abois ». « Le Guépéou me file et te surveille, que personne ne sache que nous nous sommes vus ! » Que dit-il ? « La politique de Staline est mortelle pour la révolution. Il nous mène aux